

# Solidaritat

« La solidarité va bien au delà de la fraternité; elle est fondée sur une certaine idée de justice. »  
« La solidaritat vai mai luenh que la frairesa ; ès bastida dessús un biais d'idèa de la justícia. »

REVUE

N° 1

Hiver 2013

Solidaires 30

Union syndicale

Participation aux frais 1 €



***Le changement...ce sont nos luttes qui le feront !***

## SOMMAIRE

- Editorial p.2
- Hommage à Camille (Notre-Dame-des-Landes) p.3 ;
- Entretien avec Julien Gonthier de Sud- Industrie  
*Un syndicalisme autogestionnaire, de transformation sociale* p.4-5-6-7
- Communiqués de Sud-PSA et de la CGT PSA Madrid et Vigo p.7
- Gard : vers la convergence des résistances p.8-9
- Alès : des SDF à l'initiative p.10-11
- La santé est en danger... et après p.12-13
- La maladie psychiatrique p.13-14
- Les rythmes scolaires p.14-15
- Lutter contre les paradis fiscaux et la fraude fiscale, vraiment ? p.15-16-17
- Entretien avec Saïd Bouamama :  
*Racisme et colonialisme* p.18-19-20
- Les révoltes logiques -1- :  
*Les Ateliers du Louvre* p.20-21-22
- *Dans une Espagne en voie de paupérisation aiguë, quelles résistances sociales ?* p.22-23-24-25
- Mai 68 à... Dakar p.26-27
- *ni valise, ni cercueil* p.28-29
- Les stéréotypes du méridional p.30-31
- La cuisine radicale p.32

# Editorial

**Nous revoilà !** après maintes aventures, échecs, hésitations et réflexions - *mais à force de patience*, comme l'écrivit Daniel Bensaïd, à juste titre, et d'une autre ampleur - *nous avons gagné le droit précieux de recommencer*.

Et ce *droit* est aussi décisif que le *droit à la paresse ou à l'erreur* !

Après ce *raccord* (comme au cinéma !), nous nous devons quand même d'expliquer le changement de titre : pourquoi passer de *Solidaires 30* à ***Solidaritat*** ? Pour une simple raison :

un *journal interne* se met en place sous le nom du premier et le second possède, nous semble-t-il, une connotation qui correspond mieux - comme un contre-pied - à une *identité sociale*, populaire, mêlée, cosmopolite et ouverte à toutes ses différences. *Identité sociale* (tout aussi multiple et à venir) qui compose notre histoire (en 1860, Nîmes comptait 50 000 habitants dont 25 000 ouvriers, un peu comme Alais, comme l'on disait à l'époque !). *Identité* réduite et manipulée par la Droite *décomplexée* et son *extrême* tout aussi crispée. *Identité* détruite par les bétonneurs et promoteurs immobiliers (souvent liés aux politiciens !) et bientôt relayés par les exploitants de *gaz de schiste*....

Il n'y pas si longtemps nous compositions une partie du *Midi rouge* ! Et il en reste de fortes traces ! Mais la *crise* et le travail patient de quelques réactionnaires obstinés ont profondément modifié cette mentalité rebelle, révoltée et *rebousière*.

C'est pour ces raisons que nous essaierons d'éclairer des événements et questions *hexagonales* (et *internationales*) à partir de nos forces locales. Nous n'avons pas l'intention de reprendre simplement les articles des médias de la contestation nationale mais de donner une vue particulière et adossée à nos luttes, à la mesure de nos moyens.

C'est avant tout l'expression de notre **courant syndical** ouvert à celles et à ceux qui lui sont proches qui

***SOLIDARITAT*** : *revirada de "solidarité"*  
*un bai de marquar d'ont parlem a mai que de*  
*dire l'universal prén sas rasigas dins lo local.*

***SOLIDARITAT*** : traduction de solidarité.  
Une façon de marquer d'où nous parlons et d'affirmer que l'universel prend ses racines dans le local.

*Identité ici ne doit pas être compris comme quelque chose de définitif, fermé, arrêté, « la différence institutionnalisée serait la fin de l'humain dans l'homme... » (Robert Lafont), c'est le carcan que forgent les Mouvements Identitaires.*

*A l'opposé, l'identité rejouée, toujours en mouvements, identité sociale qui donnait lieu au qualificatif de « Midi Rouge » c'est bien la nôtre !*

nous intéresse et nous motive : l'apport de toute nos **expériences syndicales** dans l'analyse de ce qui se passe, sans l'ombre d'une quelconque *leçon*, bien entendu !

Ainsi, dans ce premier numéro de ***Solidaritat***, nous traiterons dès le début de *Notre-Dame-des-Landes* et de *PSA* qui nous paraissent emblématiques des luttes en cours et représentent, en miroir, *l'unité* qui nous tient à cœur : celle des *ouvriers* et des *paysans* (comme *Lip-Larzac*) ; celle de *Nantes* en 68 (déjà !) et d'autres depuis...).

*Le passé et le présent* ont un point commun : ils ont été

exploités de la même manière bien qu'avec des formes différentes, c'est tout !

Il serait temps en effet de renverser la *Mémoire du peuple* ! En mélangeant les thèmes, en questionnant le fait qu'ils ont tous la même cause, nous pourrions arriver à l'*idée* qu'une seule riposte unitaire peut l'ébranler ou la supprimer (au mieux !).

En ce sens, nous nous dirigerons, par notre modeste contribution syndicale, vers le mouvement social, vers toutes ses composantes qui ont l'intention de participer à la *transformation* de ce monde, tout en lui préservant la **liberté** qui lui est aussi vitale que l'air !

Cette liberté-là se retrouve dans notre dénonciation de l'enfermement psychiatrique pour qu'il ne devienne pas (comme dans certains pays) un moyen de se débarrasser des marginaux (puis, plus tard, des opposants ?). Elle se retrouve également dans le droit à la dignité, au *respect*, au refus des exclusions et du chômage, à la solidarité envers les migrants, **comme dans la manifestation que nous avons organisée le 15 décembre et l'action de nos camarades d'Alès**. Elle est décisive dans le *droit au logement*, aux minima sociaux (en se posant la question de ce que cela représente !), à un enseignement réellement pédagogique.....

Il y a un espace de **liberté sociale, de solidarité et d'autonomie**, qu'il faut construire dans l'unité la plus large ! Un espace ouvert à nos camarades grecs, espagnols, italiens... et à nos camarades immigrés.

C'est de cet espace dont nous allons tenter de parler avec vous, dans ce numéro et ceux qui suivront !■

**Le comité de rédaction de Solidaritat**

# Hommage à Camille<sup>(1)</sup>

C'est un projet né au 20<sup>e</sup> siècle, que les plus optimistes croyaient enterré. C'était sans compter avec la voracité des investisseurs, la corruption et l'étrange obsession des femmes et des hommes de pouvoir de marquer leur terrain comme y pissent les chiens. Sauf que cette trace là serait plus que puante. Béante meurtrissure d'une zone humide, ce projet sorti des neurones fatigués de politiciens sans horizon et des doigts crochus d'obscurc assaillistes devait rayer de la carte des centaines d'hectares de terres agricoles fertiles et déporter plusieurs familles paysannes. Réalisation pharaonique mais dont le coût est vraisemblablement très sous-estimé pour mieux faire glisser la pilule, cet aéroport, fantôme renaissant du siècle dernier, cette spéculation hasardeuse sur la relative apathie des mouvements sociaux a fait florès...

Montage financier colossal soutenu par l'échafaudage d'un mundillo politique qui ne fait plus de différence entre le bleu et le rose, ses pieds d'argile se fondent depuis quelques mois dans l'humidité ambiante du lieu prédestiné et sa façade décorée de centaines de casques et boucliers ne résiste que mal aux joyeuses poussées de ceux de la terre, de ceux de la canopée de celles et ceux qui en tous lieux ont lancé la résistance, l'organisent et la soutiennent.



## *Notre-Dames-des-Landes : comment la lutte a fini par décoller*

échec dans l'opinion publique qui ne comprend pas, qui n'accepte soient les seules réponses en écho à nos multiples innovations.

Ils perdront cette bataille là et d'autres encore à venir, ceux que nous ne nommerons plus, ceux dont nous ne dirons plus la généalogie, ni le curriculum vitae mais à qui nous ferons la guerre sans relâche tant que tiendra ce projet fou. Ils perdront de l'argent ces promoteurs avides, car nous les ciblerons sur tout le territoire, ils perdront leur crédibilité les planificateurs d'un futur mortifère.

C'est une grande joie qui nous anime que de participer collectivement à l'écriture de nouvelles étapes dans la construction d'une autre façon de concevoir le déroulé de nos vies. Ici et ailleurs. Nous sommes tels des laborantins, expérimentant depuis quelques années pour certains et plus récemment pour des centaines d'autres, ce que veut dire concrètement une solidarité inscrite dans le quotidien. De ce laboratoire de Camilles où convergent jeunes et plus âgés, syndicalistes et individus, salariés et paysans, fracassés de la vie et sans travail, rêveurs et poètes, prend forme une immense hypothèse qui n'est plus utopie: nous pouvons construire ensemble dans le respect de nos identités et de nos différences, dans le respect et la sauvegarde des savoir-faire, dans la non violence. Nous faisons la preuve qu'il est possible de résister longtemps. Nous faisons ensemble la preuve que d'autres mondes sont possibles.

Qu'ils en soient sûrs, nous ne lâcherons rien ! ■

**Nicolas Duntze, paysan.**

(1) Camille c'est le pseudo que se sont donné les occupants de la ZAD.  
Prénom neutre sans indication de sexe, il se prête bien à l'anonymat.



# SUD Industrie :

## «Un syndicalisme autogestionnaire, de transformation sociale»

*Julien Gonthier, la trentaine, vit en Région parisienne. Il est le coordinateur de la Fédération SUD-Industrie. Retour avec lui sur la réalité de l'implantation d'un syndicalisme de lutte de classe en milieu ouvrier. Retour aussi sur la lutte des salariés de PSA, en grève illimitée depuis le 16 janvier 2013, et les revendications défendues par SUD Industrie contre les plans de licenciements.*

**Julien peux-tu te présenter ? Quel est ton parcours militant ?**

J'anime l'Union syndicale Solidaires Industrie officiellement depuis le dernier congrès qui s'est déroulé en Janvier 2012, à Paris. Ça faisait plusieurs mois que mon syndicat m'avait en partie détaché sur les questions de formation, de structuration et juridique pour Solidaires industrie, en lien avec l'ancien coordinateur.

J'ai commencé à militer assez jeune, à 18 ans à la CNT, lorsque je suis devenu opérateur de production dans une petite boîte. J'avais envie de porter un syndicalisme de classe : mener des batailles pour des revendications concrètes, mais aussi porter un projet de société. On a mené notre première grève, qui m'a valu un licenciement.

J'ai continué à y militer plusieurs années, une très bonne école de formation syndicale, avant d'entrer à la CGT avec quelques collègues dans une grosse boîte de sous-traitance sans illusion mais par pragmatisme, puis un départ collectif deux ans après pour Solidaires. C'est un choix qui a été guidé à la fois par la recherche d'un syndicalisme sans compromis, autogestionnaire mais aussi qui pesait dans le paysage syndical. Ce qui m'a poussé à animer davantage Solidaires industrie, c'était l'envie de faire en sorte de reproduire au niveau national ce qu'on avait réussi à faire dans notre boîte, et la volonté de mon syndicat - SUD industrie IDF - de participer à la vie fédérale de manière importante.

**Quelle est l'histoire de SUD Industrie ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour vous implanter ?**

Solidaires Industrie, créé en 2006, est issue d'une coordination de la métallurgie : c'est donc à la base des implantations essentiellement dans la métallurgie, qui au fil du temps, pour plusieurs raisons, sont



devenues réunies dans une Union de l'industrie, ou plutôt des "industries", hors chimie - avec lesquels nous travaillons cependant régulièrement. Aujourd'hui c'est donc une Union de plus de 2000 adhérent-e-s, c'est à la fois peu et beaucoup, dans plusieurs secteurs de l'industrie : métallurgie donc, mais aussi agro-alimentaire, BTP, logistique, électronique... D'ailleurs ce sont désormais des SUD Industrie départementaux et/ou régionaux qui se "montent", démontrant à la fois nos choix en terme de structuration départementale et non centrée autour d'une boîte et avec une large autonomie des sections : c'est un choix alternatif à celui de la CGT et la CFDT. De même, très clairement, si nous réunissons aujourd'hui de nombreux secteurs de l'industrie, plusieurs coordinations de secteurs ont été mises en place pour travailler et réfléchir, comme sur le BTP ou l'automobile. Si nos faiblesses sont à la fois une partie de nos forces, une structure totalement décentralisée, il y a parfois un manque de fédéralisme, au sens noble du terme et non celui perverti par d'autres confédérations syndicales. Mener des batailles au niveau national, en même temps dans toutes nos équipes syndicales, c'est difficile. De même, si très majoritairement nous avons une large liberté d'action en termes d'animation fédérale, cela revient aussi bien à dire que nos équipes syndicales sont à fond derrière nous et qu'elles se retrouvent sur les choix, mais qu'elles se reposent aussi sur un petit nombre de personnes. Pour se développer, c'est une difficulté en trois points : la contestation et répression syndicale, qui nous oblige à fréquenter les tribunaux et sa justice bourgeoise, le manque de moyens syndicaux et humains pour animer les structures localement, et un vrai besoin de formation pour les animateurs/trices des sections et syndicats : on a d'ailleurs sur ces trois points pas mal avancé, même si il reste des progrès à faire. Un copain anime une commission juridique et une formation en 2013 sera mise en place dans les

régions en plus de notre revue de formation syndicale - "les cahiers d'alter". Ça avance, mais c'est très long.

***Fin septembre 2012, Solidaires 30 a mené une action de soutien aux salarié-es de PSA devant le concessionnaire Peugeot à Nîmes. Peux-tu revenir sur l'actualité de la lutte des salariés de PSA contre le plan de licenciements ?***

L'action que vous avez faite à Nîmes nous a permis aussi de montrer à PSA que *l'interpro* avait du sens, même si nous aurions pu faire encore mieux par la suite avec la multiplication de ce genre d'actions partout en France : nous avons aussi la responsabilité, via nos syndicats départementaux/régionaux, de ne pas avoir réussi à porter avec assez de détermination la solidarité avec PSA.

Les copains et copines de PSA sont confrontés à un rouleau compresseur dans leurs luttes : des trahisons syndicales, des intérêts de sites (les salarié-e-s non touchés ne veulent pas se mobiliser, renvoyant ici à une stratégie patronale de mettre dans la même entreprise ou même groupe les sites de production en concurrence, qu'il importe les pays) difficilement complexes à remettre en cause, et ceci malgré plusieurs tracts nationaux appelant à unifier les luttes entre sites, ou le matériel de décryptage et d'analyse sur la situation de PSA.

La boîte a aussi mis le paquet en terme de communication et de stratégies internes pour préparer les mobilités, les départs, ou faire accepter cette situation afin que les salarié-e-s soient résignés. Il faut quand même dire que nous ne pesons pas non plus assez à PSA : nous sommes représentatifs à

Aulnay et Tremery (54), implanté-e-s sur Mulhouse, mais pas ailleurs. Ça se ressent, notamment par rapport à l'Usine située à côté de Rennes, majoritairement touchée avec Aulnay par des suppressions d'emplois. Nous n'avons pas encore fait un bilan, puisque la lutte pour nous est loin d'être finie, mais on peut citer plusieurs causes des difficultés rencontrées par les copains et copines, en plus de celles déjà développées : le rôle du gouvernement pour nous exclure de plusieurs négociations, fuyant comme la peste notre syndicalisme de lutte, ou bien encore la vision que les salarié-e-s de PSA ont du syndicalisme. Pour X raisons, et notamment de "tradition syndicale" ou d'historique, PSA ce n'est pas Renault. Et ça se ressent, même si l'emblématique lutte des PSA est regardée de près par le patronat automobile. Il faut quand même saluer le courage des copains et copines, qui jouent leur emploi dans cette lutte, et ne comptent pas l'investissement militant dans une lutte où il ne faut rien lâcher, sur une longue période.

***Comment Solidaires Industrie articule-t-il la contradiction éventuelle entre la défense des emplois, comme c'est le cas actuellement à Aulnay, et la politique du "tout automobile" dont les conséquences écologiques sont néfastes ?***

Il faut évidemment se battre pour la défense des emplois, puisque c'est une bataille contre le patronat et pour la redistribution des richesses qu'on met derrière, le partage du temps de travail, etc. Cependant, on ne peut pas "seulement" réclamer "le plein emploi" comme objectif. En tant que syndicalistes de transformation sociale, nous avons au cœur de nos revendications, nos analyses et réflexions la question aussi bien de la production (cadences, effets néfastes sur l'environnement, organisation de travail...) que la finalité de ce que l'on produit. On sait qu'aujourd'hui par exemple, la question de la reconversion industrielle est importante, quand le patronat et l'état nous parlent, eux, de revitalisation d'un bassin qui n'a rien à voir. La place de la voiture, les modes de circula-



**Pour soutenir financièrement les grévistes**

chèque à l'ordre de Solidaires Industries  
en précisant au dos des chèques "Solidarité PSA"

SOLIDAIRES INDUSTRIE, 144, Boulevard de la VILLETTE, 75019 PARIS

Union syndicale  
**Solidaires**

tion, le rôle des transports en commun, le débat sur les gammes et l'énergie électrique, l'auto-partage, l'utilisation de la voiture (travail, proximité de services publics..) sont autant de sujets, même si ils ne sont pas faciles à porter, qui ne doivent pas être oubliés.

***Une revendication que met SUD Industrie en avant, entre autre dans le cadre de la lutte des PSA, est le droit de veto. Peux-tu nous expliquer la pertinence d'une telle revendication ?***



Le droit de veto - des CE (comités d'entreprise) - contre les licenciements économiques est l'une des revendications que nous avons portée dans le cadre de la lutte des PSA, mais aussi de manière plus globale, dans Solidaires et en dehors. Une campagne nationale publique sera d'ailleurs lancée au 1er février 2013, et nous comptons bien nous faire entendre sur le sujet. Pour revenir à la base, nous n'avons rien inventé, mais simplement repris une revendication ouvrière. Ici et là, des revendications syndicales existent pour s'opposer aux suppressions d'emplois. On peut identifier deux types de revendications. La première entend « améliorer l'encadrement des licenciements économiques » et se focalise sur les licenciements « boursiers ». Cette revendication, « par défaut », peut amener les juges à accorder à postériori des indemnités en cas de licenciement économique non justifié. Mais cette revendication relève d'une logique défensive, d'accompagnement à court terme, pour les salarié-e-s, en « validant » les licenciements dans le cas où l'entreprise serait « réellement » en difficulté.

Les salarié-e-s devraient-ils payer les choix passés et contestables de l'entreprise, l'accaparement des richesses par les cadres dirigeants, les actionnaires, les fonds de pensions, ou bien tout

simplement accepter les règles du jeu capitaliste ?

Le second type de revendication porte sur l'interdiction pure et simple des licenciements. Popularisée par une partie de la gauche syndicale, reprise comme mots d'ordre par des partis politiques (minoritaires), celle-ci en appelle malheureusement à l'État libéral, lui-même patron et aussi « honnête » que le grand patronat, pour réguler les rapports socioéconomiques et transformer la société. Cette revendication, très difficile à appliquer concrètement,

a par ailleurs le préjudice de confisquer aux salarié-e-s leur intervention dans la vie de l'entreprise.

L'Union syndicale Solidaires Industrie a fait le choix d'une troisième option, plus efficace pour le maintien des emplois et en cohérence avec un projet autogestionnaire : le droit de véto des comités d'entreprise (CE) contre les licenciements économiques, boursiers ou pas, et la généralisation des CE aux entreprises de moins de 50 salarié-e-s – seuil légal obligatoire pour les CE – via la création de CE inter-entreprises. En lançant une campagne nationale le débat est lancé pour une revendication radicale contre les licenciements collectifs. Ce sont aux salarié-e-s qui travaillent et seulement à eux de décider et, par ce biais, de se réapproprier l'outil de production. Cette revendication nous tient à cœur, parce qu'elle remet clairement en débat des choix de société, et de la manière dont on y arrive, en faisant la transition entre aujourd'hui, demain, et après-demain.

*Solidaires a noué depuis de nombreuses années des liens au niveau international avec des syndicats alternatifs se plaçant comme nous sur le terrain de la lutte de classe. Qu'en est-il au niveau de SUD Industrie ?*

Si Solidaires fait un boulot reconnu sur l'international avec le réseau de syndicats alternatifs, nous sommes unanimes pour en mesurer les enjeux. Par contre, pour être franc, il est vrai que nous avons que très peu d'investissement sur les questions internationales. Nous savons pourtant que c'est une des clés pour mener les bagarres, il suffit de prendre les exemples de Renault et PSA pour voir qu'une grève locale (sur un site, ou même un pays) ne suffit plus à l'échelle de la mondialisation, et que la solidarité internationale ne doit pas juste être un slogan. Nous avons eu plusieurs liens avec des salarié-e-s au niveau européen de Renault Trucks / Volvo, de Ford ou encore de PSA, mais pas assez. On a fait quelques déplacements, notamment à Amsterdam pour une rencontre sur l'automobile européenne, ou en Allemagne avec "TIE", on n'est pas non plus totalement en décalage. Ça sera sûrement un des points de débat du prochain congrès de notre Union, au moment où plusieurs syndicats se retournent vers des positions protectionnistes, que nous combattions de notre côté. S'il est vrai que le côté international est un peu délaissé par un manque de moyens avant tout, nous avons comme projet pour les prochaines années

d'avoir un copain ou une copine qui puisse davantage coordonner les questions internationales. Il faut aussi rappeler, que même si internet peut rapprocher les salarié-e-s en lutte, les frontières sont ancrées dans les réflexes syndicaux - pas les nôtres, certes, tout comme les barrières de la langue. Et malheureusement, on ne parle pas encore toutes/tous Esperanto, ça n'aide pas non plus à échanger facilement parfois, ça freine les équipes.

### **Le mot de la fin Julien ?**

Au nom de toutes les copines et copains de Solidaires industrie, un grand merci de nous avoir donné la parole, mais aussi d'avoir pu dans votre Solidaires Local mener un travail de terrain sur PSA, et d'avoir fait l'un de votre champ d'intervention la lutte contre les licenciements. C'est sûrement pas très original comme "mot de la fin", mais on le pense sincèrement, et on sent là qu'on construit un syndicalisme plus que différent, c'est à dire, de transformation sociale. ■

Propos recueillis par **Emiliano Durruti** pour

**Solidaires** 30

## **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ PSA**

Depuis le 16 janvier 2013, une majorité des salarié-e-s de l'usine d'Aulnay du groupe Peugeot - PSA sont en grève reconductible. Ce mouvement fait suite, à l'annonce, en juillet dernier, par le groupe PSA Peugeot de 8300 suppressions d'emplois au plan national, avec entre autre la fermeture de son site historique d'Aulnay-sous-bois (3000 emplois) ainsi que le licenciement d'une partie importante des ouvrier-e-s du site de Rennes (1300 postes).

En Espagne, alors que le chômage atteint un taux inédit (plus de 25%) aux conséquences sociales dramatiques, le groupe PSA a dans un passé récent procédé sur les sites de Vigo et de Madrid aussi à de nombreuses restructurations et vagues de licenciements.

Dans les deux cas, que ce soit en France ou en Espagne, ces pratiques patronales font payer aux salarié-e-s le prix d'une crise dont nous ne sommes pas responsables.

Aussi, les sections de SUD PSA et celles de la CGT PSA de Madrid déclaraient notre opposition ferme à tout licenciement à Aulnay ou ailleurs.

Solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses !

Un coup contre l'un-e d'entre nous est un coup contre nous tous et toutes !

**SUD PSA Aulnay / CGT PSA Madrid et Vigo**

## **SOLIDARIDAD INTERNACIONAL CONTRA EL ARBITRARIO DE LA PATRONAL DE PSA**

*Hace ya casi un mes (desde el 16 de enero 2013), una mayoría de los obreros de la fabrica de Aulnay (región parisina) del grupo PSA están en huelga ilimitada. Esta huelga es la consecuencia del anuncio, en julio 2012, por el grupo PSA-Francia de recortes de más de 8 000 puestos de trabajo, con entre otro el cierre del sitio de producion "historico" de Aulnay (3 000 empleos) y el despido de una parte importante de los obreros del sitio de produccion PSA de Rennes (1 300 empleos).*

*En España, mientras que la situación social con mas de 25% de parados tiene consecuencias dramáticas, el grupo PSA ha tambien impuesto varias EREs y despidos que sea en las fabricas de Vigo o de Madrid de PSA-España.*

*En los dos casos, que sea en Francia o en España, estas prácticas patronales hacen pagar el precio de una crisis mientras nosostros los trabajadores no somos en nada responsables.*

*Contra esta realidad de brutalidad patronal, las secciones sindicales de SUD- PSA (Francia) y CGT-PSA (España) declaramos que estamos en contra a todo tipo de despido en Aulnay como en todo sitio de producción del grupo PSA.*

*¡Solidaridad internacional de los trabajadores !*

*¡ Nos toca a unos nos toca a todos !*

**SUD PSA Aulnay / CGT PSA Madrid et Vigo**



**Solidaires**

# GARD : VERS LA CONVERGENCE DES RÉSISTANCES ?

Solidaires 30 fait la proposition, mi-octobre 2012, à toutes les forces vives du mouvement social gardois (sans exclusive), d'organiser une manifestation contre le chômage, la précarité, l'exclusion sociale et les licenciements.

Faisant le constat au niveau national d'un contexte de lutte de classe en état de léthargie (si l'on excepte les combats ouvriers contre les plans de licenciements des PSA ou des ArcelorMittal), cette proposition de notre organisation répond aussi à une logique locale : faire écho à Nîmes à la manifestation des chômeur-seuses du 1<sup>er</sup> décembre à Paris. Cette problématique est, en effet, singulièrement en prise avec la réalité gardoise : notre département est un des plus touchés de l'Hexagone avec pas moins de 13 % de chômeur-seuses.

L'intérêt de cette proposition est aussi de créer une dynamique militante, la plus unitaire possible, afin de rompre la pesanteur d'une trêve sociale décrétée par les bureaucraties syndicales depuis l'avènement du gouvernement Hollande en signifiant que le changement (le vrai) ne viendra que de la mobilisation des exploité-es eux-mêmes.

## Un travail unitaire exemplaire

De réunion unitaire en réunion unitaire (plus de 7 réunions préparatoires), cette initiative de manifestation prend forme au fil des semaines. La liste des participants s'allonge (CNT, ATTAC, Les Indignés, NPA, Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs, Parti de Gauche, FA, Alternative Libertaire, Collectif des chômeurs des Cévennes...).

Les diffusions de tracts et les collages se multiplient. Nous ciblons ceux-ci en priorité devant les agences Pôle Emploi et sur les quartiers populaires (dans la ZUP de Nîmes ou dans certaines communes autour d'Alès le taux de chômage dépasse les 40% depuis la fermeture des mines, sous Mitterrand, dans les années 80).

Cet effort militant (y compris au sein des différentes équipes de Solidaires 30) est conséquent et sur un plan unitaire exemplaire. Nous avons, nous et nos camarades des différentes organisations participantes, diffusé des milliers de tracts pendant 15 jours et collé plus de 1000 affiches (alors que beaucoup considéraient qu'il s'agissait là d'un tirage trop ambitieux) sur Nîmes, ses alentours mais aussi sur Bagnols, St Génies, le bassin Alésien, Uzès, St Gilles ...

## Ne pas craindre de créer des dynamiques autonomes...

Samedi 15 décembre 2012, à 14h, depuis le rond point de la Sernam, nous sommes entre 250 et 300, à arpenter, sous un soleil radieux, les rues des quartiers les moins favorisés de Nîmes. Le mot d'ordre de la



banderole unitaire en tête de cortège est explicite : «Organisons la solidarité et la résistance !».

La manifestation dynamique et colorée change des défilés habituels où les sonos crachent du mauvais son au détriment de slogans revendicatifs.

Pour ce qui est du bilan de la manif, comme le notera un journaliste du *Midi libre*, nous n'aurons pas atteint notre objectif de mobiliser les jeunes des quartiers populaires. Comme si de simples diffusions de tracts suffisaient à inscrire dans une démarche militante les secteurs les plus précarisés de notre société. On le sait ce travail est un travail de longue haleine fait de patience et de présence. En rapport avec ce travail de terrain, notons la création récente à Nîmes par des militant-es issu-es du NPA, d'une association, *Émancip'action*, au cœur du quartier nîmois de Valdegour (ZUP Nord).

Globalement, néanmoins, les raisons de dresser un bilan positif de cette initiative sont nombreuses même si nous aurions pu espérer encore plus de monde. Cette manifestation aura, en tout cas, donné, en amont, l'occasion à des équipes militantes de différentes organisations de travailler ensemble sur un projet commun et de le faire avec sérieux. Cette manifestation aura, aussi, été un vrai pari : faire vivre et construire une initiative boycottée délibérément par les grosses organisations traditionnelles du paysage social gardois à savoir l'UD CGT et le PCF, soit 50 à 70% des forces militantes habituelles dans les manifs sur Nîmes ou Alès.

Cette donnée est importante : elle nous renforce dans la pertinence de proposer des initiatives autonomes sans dépendre, systématiquement, du calendrier militant des «décideurs» du mouvement social.

### Perspectives et fronts de lutte...

D'ores et déjà, nous avons l'intention de poursuivre la mobilisation. Un Collectif unitaire «Organiser la résistance» a été créé. Nous aurons à son égard le souci de poursuivre l'extension de son cadre unitaire au-delà des organisations partie prenante de la manif du 15 décembre. Nous tâcherons, par exemple, d'inscrire dans notre démarche les associations de quartier, grandes absentes de la manifestation du 15. Fait intéressant, preuve s'il en est que notre initiative a interpellé le petit monde militant gardois, le secrétaire départemental du PCF était présent à la réunion de debriefing de la manif où on a jeté les bases de perspectives du travail unitaire à mener.

Lors de cette réunion différents fronts de luttes ont été proposés. Ils seront rediscutés lors des réunions à venir afin de définir ensemble des axes prioritaires. Néanmoins certaines pistes se dégagent déjà..

La question du droit à un logement digne et des expulsions de locataires sera, probablement, un de nos champs d'investissement. Le Gard compte pas moins de 40 000 logements vides (dont 7 000 sur la seule ville de Nîmes). Des réquisitions pourraient voir le jour. Sur Alès, ville où 500 personnes seraient en difficulté de logements, un Collectif unitaire (animé par la CGT, la CNT, SUD et la LDH) travaille déjà à la création d'un lieu d'accueil des familles en situation de grande précarité. Travailler sur la question du logement nous demandera un vrai travail de terrain. Il faudra nous faire connaître auprès des habitant-es, nous imprégner des réalités sociales des quartiers concernés, nous montrer réac-

tifs en cas d'expulsion de familles. Cela supposera aussi tout un travail de prise de contact et de collaboration avec les associations investies déjà sur cette question, notamment en terme de soutien juridique auprès des locataires.

Le problème des plans de licenciements et du soutien actif aux salarié-es en lutte avec une actualité brûlante sur ce thème dans de nombreuses usines gardoises (Jalatte, Shelbox, Vachaud, Salins du Midi entre autre) sera une autre de nos priorités.

Une autre piste évoquée consisterait en un travail à mener contre les agences d'intérim, véritables négriers des temps modernes. Nos camarades de la CGT espagnole avaient réalisé une campagne d'envergure sur ce thème il y a une quinzaine d'années. Nous pourrions, entre autre, nous inspirer de leurs actions directes comme les murages nocturnes d'agences d'Interim.

La question de la précarité et du recours de plus en plus courant aux CDD, dans les établissements du secteur public comme du privé, en est une autre.

Enfin, nous évoquons la faisabilité d'un projet de création d'une Maison du peuple à Nîmes (sur le modèle des centres sociaux italiens ou encore de l'expérience à la fin des années 90 à Paris de la Maison des ensembles). Cette Maison du peuple, centre social autogéré, lieu de convergence militante et ouvert sur le quartier, proposerait des salles pour les associations, syndicats avec entre autre des permanences juridiques, une salle de concert, la mise sur pied de cours d'alphabétisation et de soutien scolaire, une cantine populaire, etc. En un mot, un vrai projet à construire et surtout à affiner.■

**Jérémie BERTHUIIN, Christiane BERTON**



### ET APRES !!!

#### Retraité(e)s ou futurs retraité(e)s

Si, comme nous, tu penses qu'il est toujours nécessaire de continuer la lutte contre toutes les inégalités, contre toutes les formes d'injustice, que **ta vie** ne s'arrête pas au seuil de l'entreprise que tu viens de quitter. Alors rejoins nous. Nous avons besoin de toi, de vous, pour obtenir, une protection sociale capable de faire face aux difficultés de demain ( Accès aux soins pour tous, Dépendance.....), un niveau de vie décent et une reconnaissance de notre statut dans cette société .

Au niveau national, des camarades travaillent au sein de l'U.N.I.R.S sur ces dossiers pour faire avancer ces revendications et les défendre.

Localement, tu peux prendre contact avec notre section pour te renseigner, éventuellement faire un bout de chemin avec nous et nous aider dans cette réflexion.

**"Si tu ne participes pas à la lutte, tu participes à la défaite." Bertolt Brecht**

## UNIRS

Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires

144 Boulevard de la Villette 75019 Paris - Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14  
Adresse internet : [unirs@solidaires.org](mailto:unirs@solidaires.org) - Site internet : <http://www.solidaires.org/>



**Solidaires 30**

**Retraité(e)s**

# Alès : des SDF à l'initiative



**« Madame la misère, écoutez le vacarme que font vos gens... » (Léo Ferré)**

## **Témoignages :**

- Besoin d'un chez-soi, se reposer, prendre une douche chaude, prendre soin de soi.
- Je vis sous le gardon, dans ma voiture et sur les bancs de la ville.
- Je souhaiterais avoir un terrain et vivre de mon BEP agricole, mais je n'ai pas le droit aux indemnités de création d'emploi.
- Je ne supporte pas de vivre au jour le jour, il me faut un logement individuel et durable.
- La vie est dure, j'aimerais pouvoir vite trouver un lieu pour me reposer avec mon chien et aller de l'avant.
- J'ai travaillé longtemps. Depuis deux ans à Alès je n'ai pas trouvé d'emploi. Je vis avec le RSA et ce que je trouve dans les poubelles des commerçants après leurs fermetures et je fais la manche à partir du milieu du mois.
- Vivre avec dignité, être un humain, pas une chose.

**Des « SDF » alésiens, la CGT d'Alès, son Comité de « Chômeurs Rebelles », le Collectif d'Action contre le Chômage et la Précarité, Solidaires 30 Alès, la CNT, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), la Confédération Nationale du Logement, ont créé le Collectif de Solidarité avec les Précaires : CSP.**

Lors de nos premières réunions, les SDF ont fait état des difficultés croissantes qu'ils rencontraient : manque de logements, manque de moyens sanitaires, impossibilité de manger chaud le midi, de poser leurs bagages, de participer à des activités... Il fallait prendre l'avis de leurs compagnons d'infortune. Ils ont décidé d'élaborer un questionnaire, de le distribuer dans la rue et de collecter les réponses. Le résultat a été clair. Malgré le travail des structures existantes comme la Clède, le SAJE et le 115 (la Croix Rouge), le questionnaire met en évidence le besoin de créer une structure d'accueil permettant de répondre aux demandes complémentaires d'urgence des gens de la rue. Ils ont émis également la nécessité de jouer un rôle dans la mise en place de ce lieu de vie par le biais d'activités, d'ateliers qu'ils pourraient créer et gérer.

Les objectifs étant partagés, le collectif, SDF en tête, a présenté le projet aux élus du département : conseillers généraux, députés, sénateurs. Ils ont tous émis un avis positif à ce projet. Mais on sait bien que la distance est grande entre les déclarations et les actions concrètes de nos élus et décideurs. Bien évidemment ils ne peuvent que s'émouvoir et c'est bien ce qu'ils font pour le moment : ils s'émeuvent, reçoivent le collectif, proposent... de le recevoir encore, de « travailler » le projet, de l'affiner, mais les SDF sont toujours sans perspectives. Alors, nous au CSP, nous disons que nous n'allons pas nous laisser promener d'entrevues en réunions et autres tables rondes... Nous disons que le temps des discussions est terminé, il nous faut ce lieu,

**nous sommes déterminés et nous irons jusqu'au bout !■**

# Préambule/manifeste à la création de l'association qui va se mettre en place pour piloter cette structure

Précaires, sans domicile, sans argent, sans travail, parfois sans espoir, ils sont nombreux, des deux sexes et de tout âge, provenant de conditions diverses, particulièrement à Alès où nous évaluons leur nombre à environ 500. Les organisations qui leur viennent en aide, malgré un remarquable travail, sont souvent impuissantes pour faire face cette montée de ce que l'on nomme pudiquement précarité, alors que pour parler clair c'est de misère dont il s'agit. La période actuelle voit en effet fleurir cette misère, cette fleur vénéneuse un peu partout, en France comme ailleurs, alors que parallèlement s'affiche une richesse insolente et que nous ne cessons de progresser sur le plan des connaissances et des techniques. On entend souvent : « *on n'y peut rien, c'est une chose qui a toujours existé* » Et bien nous refusons de nous résigner à cet état de fait, nous décidons de ne pas accepter l'inacceptable et donc d'agir localement pour compléter l'action des associations dont c'est la mission et qui œuvrent depuis longtemps de façon efficace mais qui, faute de moyens, sont débordées. Notre point de départ fut de définir les besoins des personnes sans abri en les interrogeant. Nous n'avons aucune légitimité pour parler à leur place c'est pourquoi nous leur avons demandé par le biais d'un questionnaire quels étaient leur besoins primordiaux.

Il apparaît que si le problème de l'hébergement est capital il ne doit pas masquer d'autres nécessités tout aussi importantes et qui sont minimisées car les interventions en direction de ces personnes se font presque toujours dans l'urgence. Pris par cette urgence, on a donc tendance à faire passer au second plan l'indispensable accompagnement et la reconstruction des hommes et femmes que la rue a abîmés. D'ailleurs, en examinant les demandes qu'ils font, nous avons observé qu'ils pointaient justement le manque d'équipement qui pourrait favoriser l'accès à une forme d'autonomie, à une responsabilisation. En effet leur demande va largement vers la création d'un lieu de vie au fonctionnement souple, où ils pourraient s'organiser en prenant en charge la cuisine, la lessive, ce lieu pourrait aussi servir d'hébergement ponctuel quand il n'y a pas d'autres solutions avec la possibilité de se doucher, de déposer son bagage. Ce serait aussi un espace collectif d'échange et d'enrichissement, avec prise en compte des besoins culturels.

Ce lieu transitoire, qui n'aurait pas pour vocation de fixer longtemps des précaires mais qui leur permettrait de se poser quelque temps pour faire le point, pourrait aussi être le cadre d'ateliers d'adaptation en vu d'une réinsertion sociale. Ce qui nous paraît indispensable pour « *sortir de la rue* » c'est que ces jeunes, souvent mineurs, ces femmes, ces hommes puissent prendre en charge leur quotidien, devenir autonomes, se responsabiliser et ceci passe par la participation à la gestion et à l'organisation de leur lieu de vie :

**lieu de transition pour l'autonomie et l'émancipation de tous!■**

Union locale Alès  Union syndicale

## Contact

Ligue des Droits de l'Homme section Alès : 0686813640  
Chômeurs rebelles Cgt Alès : 0466300457

# La santé est en danger ... et après ?

Si nous connaissions le caractère liberticide de la loi du 5 juillet 2011, concernant "les soins psychiatriques sans consentement", nous ne savions pas que peu de temps après son entrée en vigueur la justice confirmerait la fonction d'acteur "privilégié" du contrôle social qu'elle confie maintenant aux psychiatres et plus généralement à tous les soignants en psychiatrie.

Si nous lisions bien dans l'intitulé même de la loi, l'importance du changement de signifiant, là où les soins obligatoires remplacent désormais l'hospitalisation sous contrainte, si nous interprétons bien le rôle désormais dévolu aux infirmiers, contrôleurs de l'assignation psychiatrique aux soins ambulatoires – puisque la loi étend maintenant cette contrainte aux soins délivrés à l'extérieur de l'hôpital - nous étions tout de même loin de nous douter qu'une sanction pénale toucherait un acteur –contrôleur ? – de soins, pour atteinte à la sécurité publique.

C'est à présent chose faite, depuis qu'un tribunal marseillais a condamné lourdement (1 an de prison avec sursis) une psychiatre, coupable d'avoir laissé "échappé" de sa consultation un patient en programme de soins qui, « malheureusement », devrait commettre un crime quelques semaines plus tard.

Si cette affaire est douloureuse pour tous, il faut cependant noter que c'est la première fois qu'un médecin se voit condamné, non pour une erreur thérapeutique susceptible d'avoir causé préjudice à un patient mais pour ne pas avoir souscrit aux impératifs sécuritaires, vis à vis de l'ordre public, que lui impose la loi « sanitaire ». Il est curieux et surtout inquiétant de lire, dans les attendus du jugement, qu'il n'est jamais question du patient – en tant qu'individu en souffrance – ni de sa sécurité, mais, avec insistance, des « garanties » que la psychiatrie se devrait de donner à la sécurité publique.

Cette triste affaire nous apprend qu'au-delà de la régression déjà constatée de la psychiatrie, par pénurie de personnels, de structures alternatives aux soins hospitaliers, et surtout de manière de penser autrement nos pratiques au delà des théories néo-scientistes qui nous renvoie peu à peu à la fonction asilaire en vigueur au début du siècle ... dernier, le rôle de la psychiatrie, ou celui qu'on veut lui faire jouer, glisse de plus en plus vers des objectifs plus sécuritaires que sanitaires.

Attention donc à la dérive des signifiants dans une époque où le mythe du risque zéro devient le dogme, où le concept de "protection sociale" prend des allures différentes, selon qu'on l'entend d'une oreille militante pour l'égalité des chances et de l'accès aux soins, ou qu'on le lit au travers des lunettes noires des tenants d'un ordre social totalitaire.

Car le risque existe réellement, dans l'incertitude du contexte socio-économique actuel, d'un glissement vers un hygiénisme social, dont le cadre dépasse largement la psychiatrie, et rejoint quelque part, une "hygiène morale" dont les supposées valeurs ne cessent d'inquiéter. Dans d'autres domaines de la santé nous voyons apparaître, de façon peut être plus "soft" des facteurs discriminant les "bons" et les "mauvais" malades, qui se traduisent souvent par des décisions toujours animées de bonnes attentions, "pour le bien de tous".



Ainsi la prime à la performance, proposée depuis peu aux médecins libéraux, et bientôt promise aux hospitaliers par les caisses d'assurance maladie ont pour but avoué, outre celui d'augmenter le "rendement" - et le portefeuille - des médecins, de "stabiliser" les malades chroniques dont les affections et leurs complications ont un retentissement non négligeable à la fois sur leur santé et sur le coût social qu'elles impliquent. Une lecture en creux nous amène rapidement à constater que le sort des médecins et celui des patients est ici étroitement lié : un "mauvais" malade, peu compliant aux soins, aux constantes biologiques difficilement équilibrées ou présentant des pathologies multiples met sa santé en péril ... mais aussi celle du capital du médecin qui le soigne ( et il en sera de même pour les "primes" des médecins hospitaliers !) ; et, naturellement, les indicateurs sociaux que représentent les arrêts de travail rejoindront ici les critères économiques de l'"intéressement" du médecin à la santé de son patient, en limitant dramatiquement et arbitrairement le nombre de leur prescription, au mépris du sens ... et aux dépens du bien-être de l'individu-patient.

Nous voyons déjà les effets pervers de ces mécanismes qui désormais stigmatisent les patients alcooliques, tabagiques, boulimiques, hypercholestérolémiques etc ... tous transformés en coupables de leurs maladies. Déjà les compagnies et assurances financières (pour un prêt, par exemple) pratiquent une surprise pour les personnes atteintes d'une affection chronique ; maintenant, nombre d'assurances maladie complémentaires privées (ou pseudo mutualistes) rentrent dans ce système en majorant de plus en plus les cotisations de leurs adhérents" atteints de telles affections, et donc contraints à des recours aux soins plus fréquents, rendant ainsi plus difficile un accès aux soins équitables pour tous, que seule une sécurité sociale solidaire peut encore garantir ... mais pour combien de temps ?

En psychiatrie, et en référence à ce dernier jugement, la justice s'arroge désormais le droit d'indiquer quel aurait été le " bon " traitement à appliquer au patient (injection de neuroleptique retard !), non, encore une fois, pour une amélioration de son bien-être mental, mais pour une meilleure protection de la société.

Nous verrons sans doute bientôt, à l'instar des pratiques nord américaines, fleurir des " recommandations" vite transformées en obligations de soins, dont les protocoles se trouveront déjà préformatés dans les ordinateurs livrés " clés en mains " aux médecins affiliés à telle ou telle assurance et auxquels les patients devront se soumettre faute de se retrouver sans soins, voire à la rue ainsi que le montrait le film documentaire de Michael Moore - SICKO - , à l'humour grinçant car par trop réaliste.

"A force de penser en rond, on a les idées courbes " déclarait Léo FERRE : nous faudra t-il désormais nous contenter de nous conformer à cet hygiénisme de la santé et de la psychiatrie et qui s'avère dangereusement signifiant de la rigidité d'un ordre moral qui tend à s'imposer dans tous les secteurs de la société ? Où pouvons nous au contraire nous mobiliser pour défendre notre liberté de penser, de pratiquer ... et d'exister ??■)



Philippe GASSER  
Psychiatre des Hôpitaux  
C.H. UZES (30700)

## La maladie psychiatrique au sens large a toujours fait peur dans notre société.

L'histoire de la psychiatrie a connu des tourments depuis ses débuts.

C'est à l'après-guerre que l'hôpital psychiatrique a développé une prise en charge plus humaine au regard des patients atteints de troubles mentaux. Dans les années 60, des mouvements antipsychiatriques sont apparus avec notamment une certaine ouverture de la psychiatrie dans la ville, en développant des structures extra hospitalières ayant pour mission d'assurer une prise en charge au domicile des patients. Malheureusement, la politique actuelle de rentabilité en terme économique et donc d'effectifs soignants rend difficile cette prise en charge et de nombreux patients se retrouvent, livrés à eux-mêmes, à devoir gérer leur maladie psychique et leurs problèmes sociaux associés, sans parler de l'isolement dont ils souffrent. Ce qui les rend encore plus vulnérables dans une société où l'on

nous demande en permanence de nous comporter en "bon citoyen".

Cette nouvelle loi du 5 juillet 2011 gérant les soins sans consentement engendre une réelle difficulté de terrain des soignants au sens large.

Ne sommes-nous pas confrontés, nous soignants, à une prise en charge "répressive" plus qu'à une prise en charge "thérapeutique" en accompagnant les patients au Juge des Libertés et de la Détention ?

La question du "prendre soin" est remise en question dans notre rôle soignant face à cette loi dite "sécuritaire".

Notre relation de confiance envers le patient est bafouée et, de ce fait, l'alliance thérapeutique endommagée, sans parler du temps compté à vérifier les certificats, gérer la paperasse au lieu d'être auprès de nos malades.

Notre rôle d'infirmier se cantonne-t-il au fait

d'accompagner le patient sous contrainte d'hospitalisation devant le Juge des Liberté et de la Détention en tant que simple contrôleur judiciaire ou contrôleur du soin ? Où se place notre rôle de soignant dans cette démarche ?

Malheureusement, ce sont nos valeurs soignantes et notre travail quotidien auprès de ces personnes qui sont remises en cause. Les patients eux-mêmes se culpabilisent lorsqu'ils sont convoqués au Tribunal de Grande Instance et expriment aux soignants de l'inquiétude quant à la décision du juge à maintenir l'hospitalisation sous contrainte.

Cette loi de 2011 ne catégorise-t-elle pas les patients de "délinquants" alors qu'ils ont déjà le statut de malade mental ?

Ne devrait-on pas développer la potentialité créatri-

ce des personnes en souffrance psychique, mettre en avant leur atouts en leur "accordant" une place citoyenne dans notre société au lieu de les enfermer sous prétexte qu'ils sont "dangereux" ?

Sera-t-on un jour amené à enfermer toutes les personnes ne répondant pas aux normes de la société, sous un régime dictatorial nous faisant croire que c'est mieux ainsi pour le bien de notre société ?

Je finirais par cette citation :

"En attendant, si quelqu'un devient fou, la seule tactique qu'il lui faille apprendre dans notre société est celle de la discréption." (David Cooper)

Et je rajouterais, "en attendant quoi?..." ■

**Sophie Chelly Sud Santé Sociaux**

CH Uzès (30700)



## LES RYTHMES SCOLAIRES DANS LE PRIMAIRE : CONSULTATION OU INTOX ?

Dès la rentrée des classes, notre nouveau ministre Vincent Peillon a lancé un débat qui a fait couler beaucoup d'encre dans le corps enseignant et chez ses partenaires ; je veux parler des associations de parents d'élèves, la FCPE en tête. Sud éducation a bien compris notamment que le débat sur les rythmes scolaires dans le primaire s'avérait faussé, puisqu'il ne s'agissait en aucune façon de respecter les besoins biologiques des élèves de cet âge, c'est-à-dire d'enfants de 3 à 11 ans (les 2 ans nous renvoyant à une autre question : la raréfaction de leur scolarisation pour l'année 2012-2013, dans le Gard notamment).

Alors de quoi s'agit-il exactement ? Tentons de préciser ce qui nous pend au nez. En préambule, le ministre impose **une semaine d'école sur cinq jours**, avec variations sur les horaires des quatre jours. Actuellement, il a repoussé l'application obligatoire de cette répartition hebdomadaire à la rentrée 2014 avec demande de dérogation possible par les maires qui le souhaitent. Nombre d'organisations syndicales ont dès le début appelé à dénoncer ces propositions bancales. Et actuellement l'écrasante majorité des personnels et des collectivités territoriales rejette le texte. Mais ne nous trompons pas, le gouvernement n'a pas l'intention de reculer. Il s'agirait donc d'organiser le travail pédagogique sur 4 fois 5h30 plus 3h le mercredi matin (voire le samedi matin) : ce qui représenterait 25h en classe entière (contre 24h actuellement). L'aide personnalisée pour les élèves en difficultés supprimée serait remplacée par des activités pédagogiques complémentaires, APC, recouvrant une « aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages » mais aussi « l'aide au travail personnel » et « une activité prévue par le projet d'école » éventuellement en lien



avec le Projet Educatif territorial ; au passage, une partie de nos heures de travail (1h30) pourra être déterminée par les municipalités, ce qui est inacceptable. Quant à l'intérêt des élèves dans ce dispositif proposé, il s'avère limité voire diminué, notamment pour les élèves en difficulté (aide diluée dans les APC) qui ne sont plus pour la grande majorité pris en charge par le RASED (les maîtres spécialisés concernés ayant réintégré une classe depuis septembre, les effectifs RASED étant forts réduits dans les écoles ECLAIR). Pour la plupart, ils devront de toutes manières rester à l'école jusqu'à 16h30, avec un temps périscolaire étiré (méridiens, certainement) et se lever tôt un jour de plus.... Comme un collégien. Ce n'est pas tant le fait d'étaler la semaine sur cinq jours qui pose problème, au contraire. Le corps enseignant revendique un allègement de la journée de classe depuis longtemps. Mais élèves et enseignants resteront quasiment autant à l'école les quatre jours actuels travaillés, voire plus pour ceux qui mangent à la cantine (élèves) ou ceux qui habitent loin de

leur lieu de travail et ne peuvent rentrer chez eux (enseignants) : cet allongement de la pause à l'heure du repas ne permettra pas à tous...de se reposer. En outre, les enseignants du premier degré ont actuellement des conseils de cycles, d'école et des animations pédagogiques obligatoires répartis sur l'année. Ils assurent ces services le soir après les cours ou le mercredi matin. Quand feront-ils alors ces réunions et formations ? Le mercredi après-midi ? Le samedi matin ? Qui mettra du carburant (et merci pour la planète au passage) dans les voitures pour ce jour supplémentaire, puisque nous n'entendons pas parler de compensation financière ? Autant de détails non pesés par le ministre, qui montrent à quel point ni l'intérêt des enfants, ni le respect des enseignants ne sont pris en considération.

Ce débat sur les rythmes scolaires en cache évidemment un autre. Pendant que les enseignants et les syndicats planchent sur la question, tentent de faire des propositions prenant réellement en compte les besoins de chacun, l'Etat planche sur quelque chose de très dangereux : la RCBC (réforme du cadre budgétaire et comptable). La réforme est applicable en janvier 2013 et portera un coup fatal à l'Education nationale. Même si cela ne concerne pas l'école primaire pour le moment, on sait bien que le grignotage commence. Rendre rentable un « service » qui par nature ne peut pas le devenir, puisqu'il s'assigne un tout autre objectif : former de futur citoyens libres, respectueux des autres et de leur environnement, responsables. Au lieu de quoi, ce qui est frap-

pant dans le projet sur les rythmes scolaires, c'est que l'Etat demande aux enseignants et aux parents d'élèves de payer toujours plus (avec cette journée du mercredi travaillé). Les collectivités territoriales aussi vont devoir mettre la main à la poche, avec l'allongement du temps péri-scolaire, donc la rémunération de personnels encadrants. Pour notre hiérarchie, la rentabilité d'un enseignant passe visiblement par une baisse de son pouvoir d'achat. Ce que nous connaissons, comme beaucoup de nos concitoyens, depuis déjà pas mal d'années.

Je voudrais juste rappeler une évidence dont personne ne parle, comme s'il s'agissait d'un tabou : en temps que citoyenne, enseignante, parent d'élèves et syndicaliste, je paye des impôts sur le revenu, locaux et autres taxes inégalitaires. Je paye donc ma part, comme vous tous, pour **maintenir un service public d'éducation nationale ambitieux et non soumis à des règles marchandes de rentabilité**.

Si l'école est bien un service, notre devoir est de faire tout pour qu'il le reste. La seule action possible, au regard de ce que nous adressent nos dirigeants actuels, le ministre Peillon en tête, s'avère la contestation voire la révolte.

**NE NOUS ENDORMONS PAS.■**

Armelle Lemaire 



## Syndicat national Solidaires Finances Publiques

**ex SNUI - SUD Trésor**

Section du Gard

**15 BD ETIENNE SAINTENAC – AILE OUEST 30024 NIMES CEDEX 9 Tél : 04 66 36 56 43**

**22 Avenue Carnot 30943 NIMES CEDEX 9 / Tél : 04 66 36 49 13**

Secrétaire :

**Olivier TOURNIER - SIE NIMES EST (04 66 36 55 49) / (06 19 20 22 99).**

## LUTTER CONTRE LES PARADIS FISCAUX ET LA FRAUDE FISCALE, VRAIMENT ?

En 2009, la fameuse liste de 3 000 résidents français disposant d'avoirs en Suisse non déclarés à l'administration fiscale française (« l'affaire HSBC ») a fait la « une » de l'actualité. Cette affaire a donné lieu à de multiples débats : certains ont dénoncé l'utilisation d'une liste volée par un ancien salarié de la banque (et demandaient qu'elle ne soit pas utilisée, c'est-à-dire que les fraudeurs ne soient pas inquiétés, pas moins...) tandis que d'autres (comme Solidaires Finances Publiques, les ONG de la « Plateforme paradis fiscaux et judiciaires » etc) estimaient que cette liste montrait l'ampleur et la complexité de la fraude fiscale internationale et demandaient un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale.

Celle-ci est importante (environ 50 milliards d'euros de manque à gagner par an pour le budget de l'Etat, peut-être plus, dont 15 à 20 milliards d'euros pour la fraude internationale) et génère des injustices : les montants fraudés sont, d'une manière ou d'une autre, payés par les contribuables honnêtes. En outre, elle grève les comptes publics, actuellement mal en point. Enfin, elle fausse les conditions de l'activité économique, les fraudeurs étant avantagés par rapport à ceux qui respectent les règles.

Fin 2009, plusieurs mesures intéressantes ont été prises dans une loi de finances rectificative, parmi lesquelles l'établissement d'une « liste noire » française de territoires non coopératifs. Sur cette liste, révisable tous les ans, figurent les pays qui n'ont pas signé d'accord d'échange d'informations à des fins fiscales ou qui ne respectent pas les termes des accords signés. L'intérêt de cette liste n'est pas mince : l'administration fiscale française peut mettre en œuvre des mesures plus contraignantes que celles du droit commun à l'encontre des personnes et entreprises ayant des relations financières avec des entités situées dans ces pays. D'où, au passage, l'intérêt d'intensifier l'utilisation des accords d'échange d'informations déjà signés afin de vérifier leur application.

Fin 2011, la Ministre du budget, Valérie Pécresse, dressait un bilan mitigé de ces accords, estimant que les réponses étaient peu nombreuses et qu'elles étaient souvent inexploitables. En clair, la coopération fiscale internationale marche mal. Un tel constat aurait dû amener les autorités publiques à ajouter à la liste noire un certain nombre de territoires qui ne jouent pas le jeu de cette coopération. A la lecture de la liste mise à jour le 4 avril 2012, on peut constater que cela n'a pas été fait (seuls 7 petits territoires y figurent (Guatemala, Niue, Brunei; îles Marshall, Philippines, Montserrat, Nauru, Botswana), dont aucun « grand » paradis fiscal). On peut légitimement s'interroger sur l'absence de certains territoires qui coopèrent peu et mal. Souhaite-t-on prendre le risque de les inciter à demeurer opaques, avec pour effet la poursuite voire le développement des diverses formes d'évasion et de fraude fiscales ?

L'absence de réponse concrète est inquiétante, et ce d'autant plus que la baisse des moyens humains alloués aux divers services de contrôle fiscal au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) pose problème en termes de détection de la fraude, de programmation du contrôle fiscal et donc, par voie de conséquence, d'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale. En la matière, on « ronge l'os ». « Bercy » a beau avancer que le nombre de vérificateurs n'a pas baissé, laissant entendre que les moyens humains sont suffisants, la réalité est autre. Pour le comprendre, il faut analyser l'organisation du contrôle fiscal en France. Avant que les vérificateurs interviennent en vérifiant les comptabilités et les comptes bancaires, ce sont les services de gestion, de contrôle sur pièces ou encore de recherche qui effectuent un très important travail préalable de détection et de programmation. C'est après ces opérations indispensables que les dossiers sont transmis aux vérificateurs. Les agents travaillant dans la sphère du contrôle fiscal ne se résument donc pas aux vérificateurs exerçant dans les brigades de vérification. On y trouve aussi des agents dans des services des impôts des particuliers ou des entreprises, dans des cellules de contrôle sur pièces, dans des pôles de contrôle et d'expertise, dans des services de recherche, dans des services de fiscalité immobilière etc. Tous ces agents détectent la fraude, effectuent des recoupements, procèdent à des recherches, contrôlent préalablement la cohérence globale des dossiers... Dans tous ces services, à l'origine des vérifications, les effectifs fondent, ce qui nuit évidemment à l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale. **Notons en outre s'agissant des vérificateurs qu'en France la proportion de vérificateurs rapportée à la population et aux entreprises est plus faible que celle de la majorité des administrations fiscales européennes.**

**Les emplois de la DGFiP sont budgétairement rentables : ainsi, chaque agent travaillant dans la sphère du contrôle fiscal dégage en moyenne un montant annuel de « redressement fiscal » de 1,3 million d'euros (sur la base de cette moyenne, on peut aller jusqu'à dire qu'en moins de 2 ans, chaque agent a ainsi « payé » l'ensemble de sa carrière, retraite comprise...). Il n'y a pas de secret, pour être vraiment efficace dans la lutte contre la fraude fiscale, il faut un plan d'action passant par un renforcement des moyens juridiques, matériels et humains. Rappelons que 1 000 agents en plus dans les divers services de contrôle de la DGFiP permettraient de détecter et de redresser 4 à 6 milliards d'euros supplémentaires par an (en plus des 12 milliards de droits déjà redressés). Le veut-on vraiment ?**

**SELON LE SYNDICAT SOLIDAIRE FINANCES PUBLIQUES, LA FRAUDE FISCALE COÛTE RAIT 80 MILLIARDS D'EUROS PAR AN**

**Mentir sur sa déclaration de revenus, cacher du liquide dans un coffre à l'étranger, encaisser de la TVA et « oublier » de la reverser à l'Etat... Frauder le fisc serait-il devenu un sport national? C'est le sentiment qui domine à la lecture du dernier rapport sur la fraude fiscale du syndicat Solidaires Finances Publiques. Dans ce document, les fonctionnaires du fisc tirent le signal d'alarme : la fraude fiscale serait beaucoup plus importante qu'on ne le croit.**

1 € sur 5 échappe à l'impôt. Les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale représentent de 60 à 80 Mds€. Soit un manque à gagner équivalant en 2012 à « 16,76% à 22,3% des recettes fiscales brutes. Autrement dit, environ 1 € d'impôt sur 5 échappe à l'Etat. Un montant colossal. A titre de comparaison, les hausses d'impôts prévues pour 2013 (réforme de l'ISF, taxation du capital, etc.) se montent à 20 Mds€.

Une évaluation revue à la hausse. Jusqu'ici, tous ceux qui se penchaient sur ce sujet tablaient sur une fourchette comprise entre 30 et 50 Mds€. Le syndicat Solidaires Finances Publiques lui-même, en 2006, parlait d'une fraude comprise entre 42 et 51 Mds€. Pourquoi une telle hausse entre ces deux évaluations? En cause, les escroqueries liées à l'impôt sur les sociétés et à la TVA. Deux impôts pesant sur les entreprises.

Davantage de fraudes internationales. De nouvelles études menées ces dernières années (rapport du Sénat, etc.) nous poussent à revoir à la hausse le chiffrage des fraudes internationales. Cela touche particulièrement l'impôt sur les sociétés et la TVA. Exemples : la multiplication des carrousels de TVA, la création de sociétés fictives pour collecter cet impôt ou encore le jeu des prix de transfert qui permettent aux multinationales de rapatrier leurs profits dans les pays à fiscalité allégée. L'autre grand problème concerne le développement du travail au noir, qui amoindrit les rentrées d'impôt sur le revenu.

Triche sur les cotisations sociales. Si l'on ajoute en France la fraude aux cotisations sociales, la fraude aux prélèvements obligatoires représenterait alors probablement 73 à 95 Mds€ (la fraude aux cotisations sociales étant estimée au minimum entre 13 et 15 Mds€).

L'Etat ne reste pas les bras croisés. Grâce aux célèbres « redressements » fiscaux, l'Etat a récupéré 13,48 Mds€ en 2011. Et ce malgré un nombre de contrôles en forte baisse au cours des cinq dernières années. Dans son rôle, le syndicat Solidaires appelle à renforcer les effectifs pour effectuer plus de contrôles. ■

## Le manque à gagner pour le fisc

### Impôt sur les sociétés

Estimation basse	23	Est. haute	32
------------------	----	------------	----

### Impôt sur le revenu

15	19
----	----

### TVA

15	19
----	----

### Impôts sur le patrimoine

4	6
---	---

### Autres\*

3	4
---	---

**Total**  
des pertes fiscales  
en Mds€

80

60

Mds€

5

10

15

20

25

30

35

\* Impôts locaux, autres impôts

Source : Solidaires, finances publiques

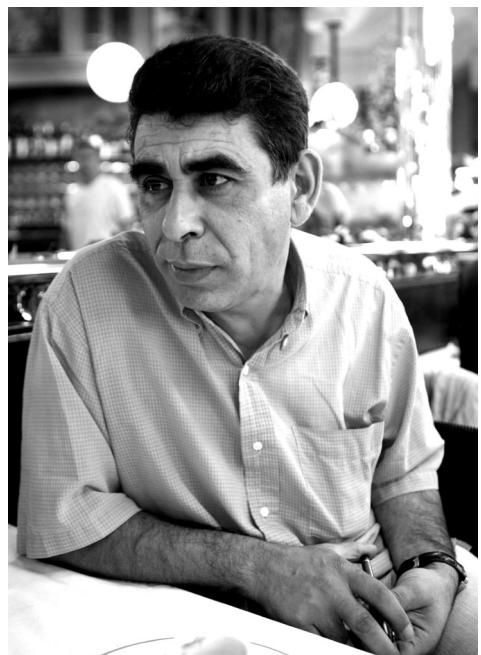
# Entretien avec Saïd Bouamama (1)

## Racisme et colonialisme

**La grève de la faim des sans-papiers de Lille vient de s'arrêter, comment en sortez-vous ?**

Nous sortons bien sûr épuisés de cette longue et éprouvante lutte mais également assez satisfaits d'avoir démontré que la lutte est possible en dépit de ce que nous avons appelé « l'Omerta socialiste » qui a pendant plusieurs semaines réussi à bâtir un mur de silence autour de cette lutte. C'est la mobilisation concrète des collectifs de sans-papiers qui a brisé ce silence lors des deux dernières semaines. La solidarité existe, nous l'avons démontré. Les occupations de la nonciature du Vatican et du siège national du PS par les collectifs parisiens ont situé cette lutte à son niveau pertinent : le parti socialiste et le gouvernement (et non le préfet). En outre cette grève a été un facteur de rapprochement au niveau national de collectifs de sans-papiers qui étaient repliés sur eux-mêmes et sur leurs territoires préfectoraux. En témoigne la création, à l'occasion des actions de soutien à la grève de Lille, du mouvement « Faut-il Mourir pour Avoir des Papiers » (FMAP) qui regroupe de nombreux collectifs et associations et qui se donne maintenant comme objectif d'imposer une remise en cause de la circulaire Valls.

En ce qui concerne le résultat, il faut rappeler que quelques jours avant la suspension de la grève, la position officielle de Valls par le biais de la préfecture était la négation de la grève et, de manière ignominieuse, des insinuations remettant en cause sa véracité. Le simple fait que le préfet soit contraint de faire des propositions de « sortie de crise » est un échec du gouvernement. Il reste maintenant à surveiller que les engagements pris se traduisent dans les faits. C'est pourquoi la grève est suspendue et non arrêtée. Enfin le collectif sort renforcé de la lutte car un tel combat forme des militants, soude un collectif, renforce l'unité et produit de l'identité militante commune.



**Quelle analyse faites-vous de l'absence de couverture médiatique, du silence de Martine Aubry et de la position du PS (« ...nano-événement qui ne mérite pas d'être monté en épingle... Il ne faut pas que les associations se méprennent, Manuel Valls ce n'est pas Claude Guéant » Le Monde du 7/1/2013) ?**

La leçon principale de ce silence est la prise de mesure de l'ensemble des moyens dont dispose le parti socialiste pour imposer une *Omerta*. A certains égards, ces moyens sont plus considérables que ceux de la droite. Pour simplifier, disons que la droite dispose de la force pour tenter d'étouffer les luttes sociales alors que le PS, qui n'hésite pas non plus sur l'usage de la force publique, utilise de nombreux autres moyens : pression à la subvention directe ou implicite pour freiner certains soutiens (dans le monde de la culture par exemple); réseau d'influence associative et médiatique; chantage aux accords électoraux de 2014 pour imposer le silence à certaines forces politiques de gauche ayant dans leur programme le soutien aux sans-papiers ; ambiguïtés de certaines forces politiques et syndicales de gauche sur la circulaire Valls et crainte que la grève débouche sur sa remise en cause ( la crainte était justifiée puisque les collectifs de sans-papiers sont aujourd'hui mobilisés pour remettre en cause cette circulaire caractérisant un « Sarkozisme de gauche »), etc.

La seule réponse face à de tels moyens est la montée en puissance de la solidarité militante de base. A la prochaine lutte importante des sans-papiers, c'est dans les premiers jours qu'il faut opposer des occupations, des perturbations, des actes symboliques, etc., visant à briser le silence selon le principe « Pas de Justice, Pas de Paix ». Pour le PS.

**Un groupuscule d'extrême-droite (lié à des nostalgiques et anciens de l'OAS) vous intente un procès : à toi et à Saïdou de ZEP (qui est venu à notre fête syndicale, le 18 juin 2011 à Uzès, et a réuni plus de 800 spectateurs !).**

**Il y a, bien entendu, *Nique la France* – ils le mettent en avant (le verbe argotique très employé dans la région parisienne, et ses divers sens atténués !) – que, d'ailleurs, la plupart des gens n'ont pas complètement écouté : la *France* concernée et en question est la *France impérialiste, colonialiste, raciste, capitaliste et la massacreuse, ça c'est nous qui l'ajoutons* !**

**Que penses-tu de cette attaque ? Les immigrés ne seraient-ils pas considérés encore comme des colonisés qui ne devraient pas critiquer l'identité française qui les tolère à la limite ?**

Le CD comme le livre qui l'accompagne est d'abord à résituer dans son contexte : le discours sur l'identité na-

tionale du précédent gouvernement. Face à cette offensive idéologique nous trouvions de nombreuses réactions ambiguës. On condamnait les « excès » de Sarko, tout en approuvant l'idée d'une France ayant une identité unique (avec négation des identités de classe et des identités liées à la pluralité des origines de la France concrète). Il n'y aurait plus ni patron, ni ouvrier mais que des français, il n'y aurait plus des identités concrètes mais une identité abstraite que l'Etat prétendait définir. Ce mode d'approche vise à « Unir ceux qui devraient être divisés » (les travailleurs et leurs employeurs en les réunissant sous le vocable « français ») et à « diviser ceux qui devraient être unis » (les travailleurs quelles que soient leurs identités multiples). Pour ce faire, il faut non seulement s'attaquer aux immigrés mais également aux français issus de l'immigration que l'on soupçonnera de ne pas être « intégrés », de ne pas respecter « l'identité française », etc. Derrière ce procès, il y a également la volonté d'obtenir une jurisprudence sur la qualification de « racisme anti-blanc » qui pourra demain être utilisée contre tous ceux, français ou non, issus de l'immigration ou non, qui s'opposeraient, par exemple, à une guerre impérialiste française, à une mesure de « patriotisme économique », etc.

**Tu as été expulsé à la Fête de l'Humanité lors du débat sur l'Islam. Tu as souligné l'islamophobie d'une des intervenantes. Qu'en est-il exactement ? Pour certaines personnes, l'islamophobie n'est-elle pas une forme de racisme, reprise par la laïcité (?) du Front National, dans le but d'une affirmation identitaire blanche et chrétienne ?**

Cette intervenante se caractérise par des positions libérales au niveau économique, par une condamnation des travailleurs grecs qui s'opposent à l'austérité et surtout, depuis plusieurs années, par une sur-idéologisation de la question de l'Islam. En fait l'islamophobie est la forme du racisme dont ont besoin les dominants pour cliver les travailleurs de ce pays. Le monde du travail est pluriculturel et pluri-religieux, du fait de la colonisation. Près de 30 % des milieux populaires sont issus de l'immigration des anciennes colonies et une grande partie de ceux-ci est musulmane. Réussir à poser la religion comme clivage c'est garantir l'impossibilité de luttes communes et créer la possibilité de lancer des « débats écrans » en permanence, c'est-à-dire des débats en masquant d'autres. La laïcité n'a rien à voir avec cela et ceux qui la brandissent en sous-entendant que l'Islam la menacerait instrumentalisent la notion pour la transformer en « racisme respectable ». A d'autres moments on instrumentalise aussi le féminisme comme ce fut le cas lors de l'intervention en Afghanistan. Car il faut également souligner les connexions internationales de l'islamophobie. Les régions du globe où sont présentes l'essentiel des richesses pétro-gazières ont des populations majoritairement musulmanes et les guerres à succession (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, et aujourd'hui le Mali derrière lequel se trouvent l'uranium du Niger et le gaz algérien). L'islamophobie est une excellente préparation des esprits pour préparer un consensus autour de ces guerres.

**Quel est le but du collectif Manouchian ? Pourquoi avoir repris le nom d'un des meneurs de la MOI (Mouvement de la main d'œuvre immigrée) ?**

Le collectif Manouchian se veut une contribution aux luttes sociales par le biais de la critique théorique et idéologique. Les luttes sociales ne peuvent pas disparaître car là où il y a domination, il y a tôt ou tard résistance puis offensive des dominés. Par contre les dominés peuvent voir leurs luttes justes détournées, divisées, affaiblies, instrumentalisées par les discours idéologiques que la classe dominante diffuse à longueur de médias de masse en les présentant comme « scientifiques ». Pour paraphraser Marx disons que nous voulons compléter « la critique des armes » des militants par « l'arme de la critique ». Le choix de Manouchian et de la MOI est important pour nous parce qu'il marque qu'au-delà de notre diversité, il existe une dimension universelle du combat des travailleurs dont la source est la confrontation au même ennemi et au même système.

**Par rapport à un certain soutien humaniste (fort important mais quand même limité) au sujet du racisme et de ses effets, que penses-tu d'un mouvement radicalement antiraciste qui commence à se prononcer ?**

Ce type de mouvement manque cruellement en France. Le racisme n'est pas une affaire de mentalité : il a une base matérielle et une fonction sociale systémique. Ce ne sont pas les idées racistes qui créent les pratiques racistes mais celles-ci qui créent les premières ou du moins les reproduisent. C'est en éradiquant complètement l'inégalité que disparaîtront les idées racistes. Cela nécessite que le combat antiraciste s'attaque aux racines c'est-à-dire au système qui le produit. De même cela suppose que l'on s'attaque aux dimensions internationales qui entretiennent ces idéologies racistes. L'antiracisme conséquent est anti-impérialiste pour moi.

**Comment pouvons-nous vous aider Saïdou et toi dans le procès qui vous est intenté ?**

Nous appelons à la constitution de Comités *devoir d'Insolence*. Déjà huit d'entre eux existent dans les grandes villes de France. Ces comités n'ont pas pour vocation d'être une simple défense de deux personnes mais d'être des lieux de convergence pour les luttes ayant trait aux thèmes qui nous valent cette inculpation : antiracisme

systémique, lutte contre les discriminations, contre l'islamophobie, contre les guerres impérialistes, contre les crimes racistes, etc. Cette campagne vise à contribuer à l'émergence de cet antiracisme radical que vous abordez dans votre question précédente.■

**Entretien réalisé par le comité de rédaction de *Solidaritat*  
le 15 janvier 2013**

**(1) Socio-économiste, chargé de recherche à l'IFAR de Lille (Intervention Formation Action Recherche) et militant du mouvement social.**

Bibliographie très sommaire :

- *Dictionnaire des dominations de sexe, de race*, Collectif Manouchian : Saïd Bouamama, Jessy Cormont, Yvon Fotin, Edition Syllèspe 2002 ;
- *La France ; Autopsie d'un mythe national*, Paris, Larousse, coll. Philosopher, 2008 ;
- *Du bled aux corons, un rêve trahi. Logement et mineurs marocains du Nord-Pas-de-Calais*, Saïd Bouamama et Jessy Cormont, Dechy, Association des mineurs marocains du Nord-Pas-de-Calais, 2008.

**Les Révoltes logiques -1- *Les ateliers du Louvre***

*Nous massacreron les révoltes logiques. (Arthur Rimbaud, Illuminations : Démocratie)*

Etrange époque où le temps se referme et où l'histoire range le temps, où, plus exactement, l'on fait ranger le *temps* par l'*histoire*, en une sinistre boucle qui ne profite qu'à ceux qui l'ont exploitée et continuent d'asseoir leur pouvoir sur la dépossession du *temps* (présent et passé). Ainsi, il est significatif que sur le *carreau des mines* de Lens s'installe un résumé historique du *Louvre*, comme si le *Bonheur des Dames* s'installait dans *Germinal*, avec en prime et bouquet final : *La Liberté guidant le peuple* (la barricade recomposée en *kit* ?) ; comme si rien n'avait changé (sauf les friches industrielles et la misère plus diffuse !) dans un monde qui évolue systématiquement tel un placement en banque. Tout cela pour soi-disant rendre hommage aux gens *ravagés* (par les mines et les guerres) ?

*Ô du haut des terrils, deux siècles vous contemplent capitaines d'industrie et banquiers de l'Empire et de la République !*

Mais c'est la culture à deux pas du coron, direz-vous ! Peut-être et c'est très bien ! Mais un peu tard, et pour qui ?

C'est aussi et surtout une culture qui a disparu !

Il en est ainsi d'une certaine expérience du mouvement social et d'un certain syndicalisme. Il serait peut-être temps d'en parler avant qu'elle ne soit rangée dans les galeries les plus profondes et vétustes des puits miniers. Il serait temps d'en parler pour qu'elle creuse la sienne et vienne casser la boucle !

Je précise quand même, s'il le faut !, que dans le trajet classique d'un militant du mouvement ouvrier (voir Varlin aidé par Andrieu et sa *démopédie*) la visite du *Louvre* était une étape importante, sans parler de la défense du *Louvre* par Courbet pendant la *Commune* contre les obus *Versaillais*).

C'est le projet modeste de cette suite d'articles de contribuer à cette tentative qui se renouvelle dans le contre-temps. Projet qui prendra plus la forme de questions, d'entretiens et de dialogues, que de leçons (et d'ailleurs de quelles leçons s'agirait-il ?). Sans exhaustivité ou chronologie, il abordera divers aspects de l'émancipation sociale et de l'**autonomie ouvrière** : la *Commune*, bien sûr ; ce qui l'a précédée ; ce qui l'a accompagnée ; ce qui a tenté de la poursuivre. Toujours avec le *leitmotiv* qui se continue dans le temps : l'organisation à la base, l'organisation syndicale, la démocratie directe, les conseils ouvriers, les communes agricoles, l'autogestion....Jacques Julliard a écrit, il y a longtemps, un livre fort intéressant : *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. Ce livre, qui nous donnait une analyse de la création du syndicalisme et nous faisait lire les textes du grand militant syndicaliste que fut Pelloutier, se terminait par un constat (fort politique !) : les ouvriers avaient définitivement préféré en 1914 la *Nation à l'Autonomie*. J'essaierai tout simplement de démontrer le contraire !

Et la première expérience – d'ailleurs fort antérieure aux présupposés de cette déclaration péremptoire - que j'aborderai, dans un premier temps, est celle des **Statuts du Louvre**.

Les statuts des **Ateliers du Louvre** sont le premier exemple des projets de la *Commune* concernant l'organisation sociale de l'économie. Les *Chambres syndicales* d'ouvriers (les premiers syndicats) se sont réunies et ont réfléchi aux moyens de gérer les entreprises, fabriques et ateliers, pour la plupart abandonnés par leurs patrons. Les ouvriers prennent comme modèle le **règlement intérieur des Ateliers du Louvre** qui devient, de fait, l'un des premiers pas de l'**autogestion** (mot qui n'existe pas encore !). Ce règlement précise très nettement le rôle



<http://www.devoirdinsolence.fr/>

des rangs et ateliers dans la fabrique, en définissant des délégués, élus et révocables, qui constituent la direction de l'entreprise.

Cette expérience, limitée par la durée restreinte de la Commune, devait servir, à la demande de la *Commission du travail et de l'échange* - dont le but était d'organiser la quarantaine d'associations ouvrières et la vingtaine de chambres syndicales -, à l'organisation d'un **pouvoir économique**. C'est effectivement le moment où la Commune, d'un pouvoir essentiellement communal, prenait les rênes (associatives) d'un vaste ensemble fédéré socialement.

Voici quelques articles du **règlement intérieur des ateliers du Louvre (Ateliers de réparations et transformations d'armes de la Commune)** tels que publiés dans le *Journal Officiel de la Commune* du 21 mai 1871.

*Art 1 : L'atelier est placé sous la direction d'un délégué près de la Commune.*

*Le délégué à la disposition sera nommé par les ouvriers réunis, et révocable chaque fois qu'il sera convaincu d'avoir failli à son devoir. Son mandat consiste à recevoir les rapports du chef d'atelier, des chefs de banc et des ouvriers, pour en déférer au directeur du matériel d'artillerie. Il devra rendre un compte exact de ses opérations intérieures et extérieures au conseil dont il sera parlé ci-après.*

*Art 2 : Le chef et les chefs de banc seront également responsables de leurs actes, et seront, de même que le délégué près de la Commune, révocables, s'il est démontré qu'ils ont failli à leur devoir.*

## CONSEIL

*Art 6 : Un conseil sera réuni obligatoirement, chaque jour, à cinq heures et demie de relevée, pour délibérer sur les opérations du lendemain ainsi que sur les rapports et les propositions faites, soit par le délégué à la direction, soit par le chef d'atelier, le chef de banc ou les ouvriers délégués dont il sera parlé ci-après.*

*Art 7 : Le conseil se compose du délégué à la direction, du chef d'atelier, des chefs de banc et d'un ouvrier par chaque banc nommé à l'élection à titre de délégué.....*

*Art 8 : Les délégués sont renouvelés tous les quinze jours ; le renouvellement sera fait par moitié, tous les huit jours, et à tour de rôle.*

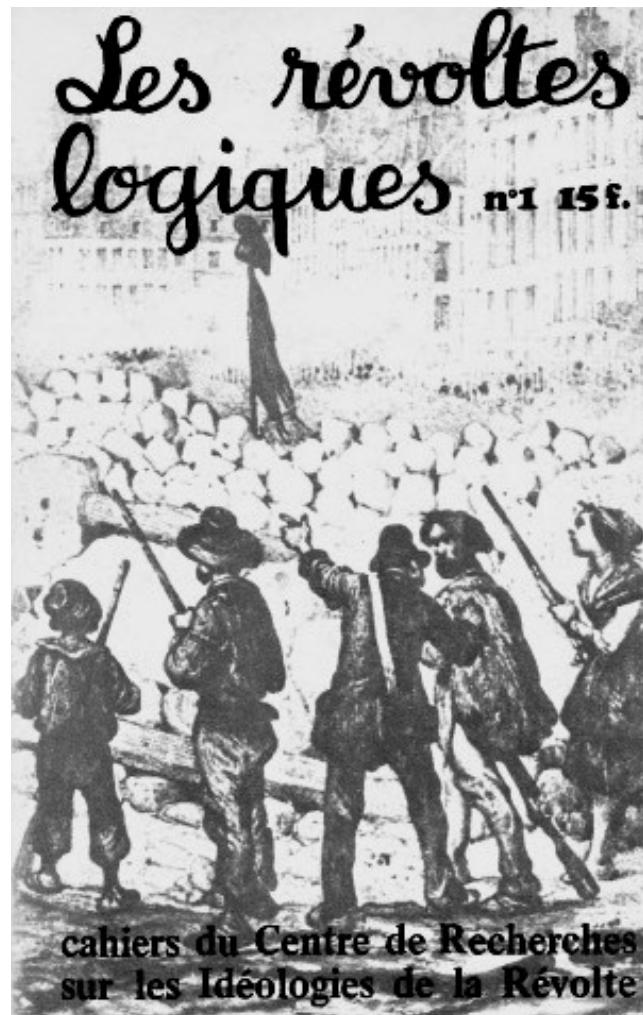
*Art 9 : Les délégués devront rendre compte aux ouvriers de ce qu'ils auront appris au rapport ; ils seront leurs interprètes auprès du conseil de la direction, et devant y apporter les observations et réclamations de leurs commettants.*

*Art 10 : La majorité des délégués pourra toujours sur la proposition de l'un d'eux, provoquer la réunion du conseil et en cas de refus de la part du chef de banc, du chef d'atelier ou du directeur, ils auront droit d'en référer aux ouvriers de l'atelier.*

*Art 11 : Dans le but de sauvegarder les intérêts de la Commune, les délégués formant conseil de surveillance, auront droit de prendre connaissance de toutes les opérations intérieures et extérieures, et, sur leur demande, les livres devront leur être présentés chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire.*

Bernard Noël dans l'article *Autogestion* de son *Dictionnaire de la Commune* (publié dans le n° 5 de *Solidaires* 30) précise ce moment historique : *Ce règlement prévoit l'administration de l'entreprise par un Conseil ouvrier composé d'un délégué à la direction, d'un chef d'atelier, des chefs de bancs et d'un ouvrier à chaque banc, tous élus par l'ensemble des ouvriers et tous révocables. Un délégué près de la Commune, pareillement élu, préside l'ensemble de ce conseil, chargé à la fois de la Direction et de la Surveillance....*

*L'atelier du Louvre fonctionnait déjà ainsi avant la reconnaissance de ses statuts par La Commune; d'autres fabriques et ateliers avaient une organisation similaire. Cela aurait dû se généraliser et développer la relation entre les entreprises et la Commune (elle-même issue d'une élection de délégués par arrondissements). Le*



cahiers du Centre de Recherches  
sur les Idéologies de la Révolte

temps n'a pas suffi pour que cette expérience se réalise effectivement. Elle aurait permis une certaine fusion ou synthèse (de manière très pratique !) et donné jour à ce que l'on appellera, longtemps après, *l'autogestion* et le *contrôle ouvrier*. Néanmoins cette démocratie sociale et économique avait son pendant dans le pouvoir strictement politique..... (à suivre )■

Frédéric Miler **Solidaires 30** Retraité(e)s

## DANS UNE ESPAGNE EN VOIE DE PAUPÉRISATION AIGUË, QUELLES RÉSISTANCES SOCIALES ?

Alors que l'Espagne est touchée par un énième scandale de corruption de sa classe politique (avec en première ligne les dirigeants du Parti populaire (PP), dont le chef de gouvernement Mariano Rajoy), la réalité sociale de la population atteint un paroxysme de précarité. Depuis l'explosion de la bulle immobilière en 2008, la situation sociale outre-Pyrénées ne cesse de se dégrader.

Licenciements de masse dans le privé, réductions des emplois publics, salaires des fonctionnaires amputés, difficultés voire impossibilités à rembourser les prêts immobiliers et expropriations d'appartements et de maisons qui jettent à la rue des familles entières, une jeunesse sacrifiée qui ne voit que dans l'exil, en France, en Allemagne, en Angleterre ou en Amérique latine la seule possibilité de trouver du travail alors que cette même jeunesse est une des plus diplômées de l'Union européenne. Cet exil de la jeunesse (pas moins de 162 000 moins de 25 ans ont quitté l'Espagne pour la seule année 2012), c'est d'ailleurs un vrai souci : il provoque de fait un vieillissement notable de la population... Le panorama social outre-Pyrénées est alarmant. Et la situation n'est pas prête de s'améliorer...

### « On revient en arrière »

Ici et là aux détours de discussions avec des *yayos* (personnes âgées ayant vécu les heures sombres du Franquisme et notamment ses pires années de 45 à 65), le même refrain qui revient :

« On revient en arrière ». Revenir en arrière dans la bouche d'une manie ou d'un papy espagnol issu-e de la classe ouvrière est lourd de sens. C'est le retour du chômage de masse. C'est le retour à la misère et aux temps maudits de la disette. C'est le retour de la peur du lendemain. Et la réalité confirme ces peurs. Des familles se retrouvent à coexister dans le même espace, la même maison parce qu'il n'y a plus moyen de vivre dans des foyers autonomes. La mamie et/ou le papy côtoie sous le même toit son fils, sa fille, le beau-fils, la belle fille, les petits-enfants. Parfois, pour ne pas dire de plus en plus souvent, c'est sur la retraite du grand-père ou de la grand-mère que toute la petite famille peut encore se permettre de survivre à défaut

de vivre.

Sur la question très en vogue des expropriations de logements faute d'avoir payé les dernières mensualités de prêt immobilier, un chiffre qui effraie : on estime, selon le journal *El País* à 400 000 le nombre de personnes expulsées depuis 2008 sur tout le territoire. Conséquence humaine de ces expulsions et expropriations : un désespoir à l'origine, même si le thème est tabou et tu dans les media, à une vague sans précédent de suicides.

Les bénéficiaires, par contre, de ces expropriations sont les grands groupes bancaires ibériques qui sont



en passe de devenir les principaux propriétaires du territoire. Ce qui ne va d'ailleurs sans quelques contradictions pour le moins surprenantes : à force d'agrandir leur parc immobilier, les banques se retrouvent exsangues quant au paiement des taxes d'habitation et foncières comme des frais d'entretien de ces mêmes logements expropriés. Par chance, le gouvernement du Président Rajoy (Parti Populaire) a eu la générosité d'imposer une baisse drastique des impôts fonciers. Revendication constante de toutes les associations de quartier (*Comités de barrio*) mais jamais satisfaite. Ceux et celles d'en bas n'en valaient pas la peine, l'intérêt supérieur des Banques si.

## Une situation qui va de mal en pis ...

Au mois de juillet, Mariano Rajoy annonçait une politique d'austérité s'élevant à 65 milliards d'euros d'économies. Les conséquences furent immédiates avec une réduction considérable du budget pour des pans entiers du secteur public. Évidemment ce sont les domaines les moins rentables ou les plus coûteux qui sont touchés en premier, comme par exemple l'éducation nationale et le service public de la santé, subissant privatisations et la suppression de milliers d'emplois. La TVA – impôt injuste s'il en est – a également été augmentée de 18 à 20 %, touchant surtout les plus démunis.

Octobre 2012, le gouvernement publie, via l'Enquête de la population active (EPA), comme c'est le cas chaque trimestre, les chiffres officiels du chômage. Ces chiffres sont, on le sait, tronqués puisqu'ils ne prennent pas en compte les emplois précaires, les emplois partiels imposés faute d'heures disponibles et le travail au noir pourtant légion en Espagne dans le secteur agricole, du tourisme ou du bâtiment.

Les derniers chiffres n'en sont pas moins préoccupants, le taux de chômeurs dépassant désormais le seuil des 25% soit le quart de la population active. A titre de comparaison, il s'agit là du plus haut taux de chômage depuis 1994. A la différence près qu'à cette date cela représentait 3.9 millions de personnes alors qu'aujourd'hui ce ne sont pas moins de 5.7 millions de travailleur-seuses qui sont concerné-es. Le taux de chômage des moins de 25 ans bat des records, lui qui avait déjà dépassé la barre des 50%. Il est aujourd'hui estimé à plus de 53%. Autre chiffre éloquent : plus de 1.8 millions de foyers voient tous les adultes au chômage.

Une disparité régionale forte existe : si l'Euskadi (15%) et la Navarre (17%) ont les taux les plus bas, que la Catalogne stagne autour de 22%, l'Andalousie et les Iles Canaries plafonnent à hauteur de 33% de chômeur-seuses. Une ville comme Ceuta explose à 40%.

## Immigration et crise sociale

Comme c'est toujours le cas, les populations immigrées sont parmi les victimes principales de cette situation de chaos social avec un taux de chômage qui dépasse allègrement les 40%. En 10 ans, l'immigration avait connu un essor important en passant de 500 000 en 1996 à quelque 5 millions en 2006. Depuis 2008, l'Espagne voit partir cette population immigrée faute de perspectives.

L'hebdomadaire *Cambio 16* donnait, il y a peu, dans un article consacré à la communauté équatorienne (principale communauté immigrée sur le territoire ibérique), l'exemple d'un homme dont la situation est

symptomatique de celle de dizaines de milliers d'immigrants "latinos". Jorge Herrera a vendu son petit commerce à Quito, en 1984 avant d'émigrer pour une vie meilleure en Espagne, alors en plein boom économique. Aujourd'hui victime de la crise, il se retrouve sans travail depuis des années, désargenté et proche de l'expulsion de son logis. Comme beaucoup de Latino-Américains il est contraint de... rentrer au pays car "*quitte à vivre dans la misère, mieux vaut être près des siens au pays*". Le hic c'est qu'entre temps il s'est endetté pour acquérir son appartement à Madrid. Avec un crédit de 120 000 euros, non seulement sa banque est en passe de l'exproprier, il continuera néanmoins, situation pour le moins ubuesque, à payer son crédit malgré son retour à Quito. Pour ceux et celles qui restent, leur situation, déjà peu enviable à l'époque des années fastes, ne fait qu'empirer : des sub-sahariens travaillant dans des conditions inhumaines et pour des salaires de misère dans les serres (*invernaderos*) de la région d'Almería, sans parler ces familles contraintes de rester en Espagne faute de pouvoir payer comme Herrera un aller simple pour un retour définitif au pays.

## De l'exode rural au retour à la terre...

Un symptôme éloquent de cette Espagne en crise est aussi un phénomène : le retour à la terre. Alors que dans les années 90 et 2000, les *pueblos* (villages) avaient tendance à se dépeupler. Que les jeunes bien souvent refusaient de suivre la voie de leurs parents dans le travail harassant de la terre et préféraient le travail industriel dans les villes voisines. Nous assistons aujourd'hui au phénomène inverse. Le syndicat paysan aragonais ASAJA chiffre entre 15 et 20% l'augmentation du nombre de travailleur-seuses de la terre ces 6 derniers mois.

L'explication est simple comme le note un néo-rural (petit fils et fils comme la plupart de ces nouveaux paysans) dans le journal *El heraldo de Aragon* :

« *J'avais laissé le monde rural parce que je voulais profiter de mes week-ends et avoir une meilleure qualité de vie en ville. Mais maintenant je suis revenu au travail continu de sol en sol (soleil en soleil). Le travail des champs est plus dur que la chaîne de montage de General Motor mais au moins la terre me permet de vivre. Ce n'était plus le cas depuis mon licenciement* ».

Ce retour à la terre revitalise des villages entiers qui étaient depuis des années à l'abandon. Nombre de familles délogées de leurs appartements, expulsées s'exilent dans ces villages des Pyrénées ou en Andalousie. Pas de loyers à payer, on redonne vie comme on peut à des vieilles maisons en pierre et on vit chichement de troc et du potager familial...

## Marinaleda ou l'utopie en action

D'autres expériences plus ambitieuses en milieu rural sont menées par le syndicat andalou le SAT.



A son initiative, à Marinaleda dans la campagne sévillane, ce sont plusieurs milliers de personnes qui vivent une utopie en action refaisant vivre une vieille tradition paysanne andalouse quand ces terres arides étaient marquées par le sceau des rêves rouges et noires. Marinaleda fonctionne selon des principes de démocratie directe.

Tous les aspects de la vie sociale, politique et économique de la commune y sont discutés et mis en œuvre collectivement par ses habitant-es. Il n'y a pas de police à Marinaleda. Dans ce bourg, pas d'expulsion, les loyers (dont le prix est avant tout symbolique) sont fixés par la Mairie, qui prend ses décisions en fonction des *desirata* de la population réunie quotidiennement en Assemblée générale souveraine. Dans ce bourg, pas de chômage, on sue aux champs ensemble ou on travaille à l'usine de conserve autogérée par les ouvrier-es eux mêmes...

La coopérative *Humar-Marinaleda* comprend une conserverie, un moulin à huile, des serres, des équipements d'élevage ainsi qu'un magasin. Les travailleurs produisent notamment des fèves, des artichauts, des poivrons et de l'huile d'olive. Les bénéfices produits par la communauté ne sont pas distribués, mais réinvestis pour financer la création de nouveaux emplois ainsi que divers services et équipements municipaux (piscine, terrain de sport, etc.) que chacun et chacune peut utiliser gratuitement ou presque (l'abonnement à la piscine coûte 3 € pour une saison). Une expérience, modeste certes au vu de la population concernée, mais dont l'exemple tend à se développer. Une vraie propagande par le fait qui ne demande qu'à faire tâche d'huile...

## Répression et violences policières

Dans ce contexte de décrépitude sociale, même si les dirigeants syndicaux majoritaires concèdent que la situation est « alarmante » et que les politiques et réformes du gouvernement Rajoy sont « néfastes, injustes et inefficaces », il est évident que les travailleur-seuses espagnol-es n'ont rien à attendre des bureaucraties des syndicats institutionnels que sont l'UGT et les CCOO. Ces syndicats sont depuis longtemps discrédités pour avoir accompagné les réformes capitalistes et les mauvais coups des gouvernements successifs de gauche comme de droite depuis des décennies.

Le gouvernement ne s'y trompe pas d'ailleurs. Il réprime ceux et celles qui peuvent représenter un danger en termes de mouvement de résistance. A Madrid ce sont toujours pas moins de 400 instructions qui sont en cours contre des membres du mouvement du 15 M (les « *Indignados* ») avec des peines d'amende qui pourraient aller de 300 à 30.000 euros. Au printemps dernier, c'était la secrétaire de la CGT barcelonaise, Laura Gomez, qui a échappé de peu à la prison ferme après 23 jours de détention préventive.

En Andalousie, le 10 août, ce sont 7 militants du syndicat SAT qui sont mis en examen suite à l'action "expropriation" du supermarché Mercadona de la ville d'Ecija. Le tort de ces syndicalistes andalous : avoir forcé la sortie de trois chariots de nourriture afin de redistribuer leur contenu à 36 familles sans domiciles. Au vu du tollé général qu'a provoqué cette action, du PP au Parti socialiste en passant par les très "responsables" dirigeants des CCOO andalous qui sont allés jusqu'à dénoncer cette pratique comme "indigne du mouvement syndical", il est à prévoir des peines lourdes contre leurs auteurs.



Les meurs-la-faim ne peuvent pas se permettre n'importe quoi dans un "État de droit" crient-ils à l'unisson. Cela n'intimide pas pour autant ceux et celles qui n'entendent pas se taire. Face à cette situation désespérante, le mouvement de résistance en Espagne continue de s'agrandir et se caractérise par une grande hétérogénéité.

Depuis 2008, se sont développés de plus en plus d'actes de désobéissance civile. Les pratiques auto-

gestionnaires connaissent un franc succès, et on voit se développer des assemblées de quartier, des centres sociaux occupés, des jardins potagers urbains, des réoccupations de logements vides ainsi que des actions d'auto-réductions.

En Catalogne, se développent des expériences d'éco-réseaux basées sur des coopératives, du troc, des monnaies alternatives. Ces pratiques autogestionnaires s'inspirent en partie de celles développées au début des années 2000 dans certains quartiers de Buenos Aires en écho au mouvement des *Piqueteros* dans une Argentine alors en faillite.

Côté mobilisation, les manifestations, grèves ouvrières se succèdent même si elles manquent cruellement de coordination au delà des journées ponctuelles de grève générale comme celle du 14 novembre ou du 20 décembre 2012.

Au printemps dernier c'était la rage spectaculaire et légitime des mineurs asturiens qui s'exprimait offrant de vraies scènes de guérilla urbaine contre la *Guardia civil* dans les rues d'Oviedo.

Fin juillet éclatait une grève violente des Taxis à Madrid, des artistes protestaient contre la hausse de la TVA sur la culture, en octobre, le métro barcelonais fut paralysé par un mouvement initié par la CGT, pour ne prendre que quelques exemples.

En automne 2012, c'était la colère des *Indignados* qui s'exprimait avec l'encerclement, par plusieurs de milliers de personnes, du Parlement espagnol faisant place à des lynchages ultra-violents perpétrés par une police particulièrement zélée dans son rôle de garde-chiourme de cette institution « sacrée » que sont les *Cortès*.

### Les « Mareas » et l'exemple de la santé

Un phénomène de masse et qui échappe à tout contrôle de quelconque Parti politique ou syndicat, marquant ainsi un vrai soucis d'auto-organisation, est celui des « marées » humaines.

Ces mouvements sectoriels adoptent une couleur et des initiatives propres. « *Marea verde* » pour l'éducation qui multiplie actions collectives et symboliques comme celle de porter en classe de cours, élèves comme professeurs, tous les mercredis un tee shirt vert. « *Marea roja* » pour les chômeurs et chômeuses. « *Marea naranja* » (« Marée orange ») pour les travailleurs-seues sociaux. C'est néanmoins la « *Marea blanca* » des services de santé qui prend aujourd'hui l'ampleur la plus spectaculaire. Encore récemment, dimanche 17 février 2013, ce ne sont pas moins de plusieurs dizaines de milliers de médecins, infirmier-es qui envahissaient les rues de Madrid et de 15 autres villes d'Espagne aux cris de « *La santé n'est pas à vendre, mais à défendre* ».

A Madrid, où le mouvement est le plus massif, les « blouses blanches » protestent contre la privatisation partielle de 6 des 20 grands hôpitaux de la capitale. Dans d'autres villes les mêmes vagues de privatisa-

tions. Les régions qui gèrent les budgets de la santé répondent ainsi à la demande du gouvernement Rajoy (et des directives de Bruxelles) d'économiser 7 milliards par an. Tant pour pis si cela se fait en priorité sur le dos des personnels de santé et des patient-es.

### La CGT comme élément moteur de la résistance sociale

Contre la fatalité d'une crise sociale aigüe, certain-es ne désespèrent pas de créer les conditions d'un renversement de tendance en termes d'offensive et surtout de coordination de cette offensive. Et si le *Movimiento del 15M* des *Indignados* semble en relative perte de vitesse, ce sont les structures permanentes du prolétariat combatif qui prennent depuis plusieurs mois la relève au travers de différentes journées d'action de masse.

En premier lieu de ces forces vives : la CGT espagnole, organisation qui participe aux côtés de Solidaires



au réseau européen des syndicats alternatifs. Forte de ses 90 000 adhérent-es, la CGT joue un rôle non négligeable de vecteur de convergence des secteurs combatisants du mouvement syndical en agrégeant autour de ses initiatives et de ses mots d'ordre des organisations comme le *Sindicato de los Obreros del Campo* (SOC), le *Sindicato Andalus de los trabajadores* (SAT), les syndicats réunis au sein de l'*Intersindical* (groupement de syndicats de base nés des dernières années du franquisme moribond), ou encore les LAB basques.

La mobilisation unitaire, initiée par les anarchosyndicalistes CGT, des syndicats combatisants espagnols va continuer les mois prochains. Cette même CGT qui annonce déjà dans son dernier communiqué confédéral qu'elle entend « *poursuivre durant le printemps 2013 la mobilisation nécessaire pour dénoncer le gouvernement anti-démocratique et corrompu du Parti Populaire* » afin de construire les bases « *de l'indispensable grève générale qui rendra aux exploité-es la liberté, la dignité, les droits et l'espoir.* »

La lucha sigue ■

Jérémie Berthuin 30 

## Mémoires militantes : Mai 68 à Dakar

Le mois de Mai 1968 est resté dans l'histoire pour avoir été marqué, *A TRAVERS LE MONDE*, par des bouleversements de grande ampleur dont les étudiants et lycéens ont servi de fer de lance. En Afrique, le Sénégal a été le théâtre très remarqué de la contestation universitaire et scolaire. L'explosion de Mai 68 a été, sans aucun doute, préparée par un climat social particulièrement tendu et délétère, et non pas, comme l'ont écrit beaucoup d'observateurs de l'époque, que les événements de Dakar n'étaient rien d'autre que le prolongement du Mai 68 français... Elle fut l'aboutissement d'une agitation sans précédent des salariés des villes, des opérateurs économiques nationaux mécontents du MAINTIEN DE LA PRÉPONDERANCE FRANÇAISE, des membres de la bureaucratie face aux contrôles des rouages de l'Etat par l'assistance technique. La crise agricole (la paysannerie qui survit misérablement) contribua elle aussi à l'aggravation de la tension dans les villes et à Dakar, notamment, en intensifiant l'exode rural... Le mémorandum des syndicats, l'UNTS, du 8 mai estimait la dégradation du pouvoir d'achat depuis 1961 à 92,4%.

Depuis 4 ans nous vivons au Sénégal..... CAPES, puis Agrégation de lettres modernes en poche, JP, mon mari d'alors, a demandé sa mutation.... pour l'Algérie.... et il a obtenu Saint-Louis au .... Sénégal..... Après 2 ans sur l'île magique nous nous retrouvons à Dakar. Nous avons 2 enfants qui ont maintenant 6 et 10 ans, qui sont ravis d'avoir un grand jardin pour pouvoir partir à la recherche de bestioles impossibles ( comme un énorme lézard vert, naturalisé, et mis au milieu du linge du plus grand ). Philippe est l'aîné et Jean-Jacques l'autre enfant, qui est toujours prêt pour faire des bêtises.

JP est prof de français au lycée " Blaise Diagne ", et notre grand garçon qui entre en 6 ème ira avec son père malgré les prédictions de mauvais alois de tous nos voisins, nous assurant que notre enfant serait traumatisé puisqu'il allait se retrouver seul petit blanc dans une classe d'enfants noirs ! Nous avons risqué le traumatisme, Philippe a passé 2 ans dans cet établissement où il a été un très bon élève. Le chic aurait été qu'il aille au lycée français ( avec les meilleurs profs, aux dires des commères qui m'entourent ). C'est " Vanvollenoven " dit " Vando ", aujourd'hui il s'appelle " Lahmine Guèye ", cela est moins choquant, nous sommes en Afrique, non ?

Nous menons notre vie de coopérants, et je trouve que nous sommes marginalisés par rapport à la population. Qui vit dans des conditions souvent déplorables, d'ailleurs nous avons des échos par les « rumeurs » qui circulent que de nombreux troubles parmi les ouvriers, les lycéens et surtout les étudiants sont fréquents : comme par exemple cette grève qui a duré 3 semaines au lycée de Rufisque. Les élèves ont cessé toute activité en représailles aux sanctions, jugées trop sévères, prises par la direction pour punir certains lycéens trouvés trop dissipés.

Ces jeunes gens ont repris les cours lorsqu'ils ont obtenu gain de cause.

Pour les ouvriers, c'était beaucoup plus difficile, ils étaient ramenés à la raison à coups de crosses et de gaz lacrymogènes, les meneurs, des syndicalistes, paraît-il, très actifs, étaient arrêtés, passés à tabac, et souvent emprisonnés.

Nous, depuis quelques temps, nous buvons du petit lait, tous les jours suspendus à notre poste de radio, nous suivons, heure par heure " l'insurrection " à la Sorbonne. Ce mai 68 sera à jamais gravé dans nos mémoires, ne serait-ce que pour les avancées qu'il nous a permis d'obtenir lors du « Grenelle » maudit.

En ville, nous sentons que le climat se détériore : par exemple notre 2CV est immatriculée en CT, comme pour tous les coopérants ; à plusieurs reprises j'entends dire, assez fort, pour que je puisse l'entendre : " les courses au trésor sont là ! ". J'ai honte, j'en pleurerais, je crois que là, j'ai regretté de ne pas être noire ! Mais bon, je comprends, nous vivons, d'une façon tellement " riche ", en apparence ; à côté de nous ils n'ont rien, et de plus nous sommes gâtés par le gouvernement, ( qu'ils haïssent ), logés, meublés, dans des appartements plus que confortables. Comment font-ils pour ne pas nous malmener ? Lorsque nous partons en vacances (en France, tous les ans ) combien de fois n'ai-je pas pensé " à leur place, moi, j'irais occuper toutes ces villas ou appartements fermés pour 2 mois, ", mais, non, nous savions que nous retrouverions nos maisons comme nous les avions laissées, bien fermées, attendant notre retour !

Petit à petit des informations transpirent et nous avons le sentiment que pour les étudiants la situation à la fac

16-17 FÉVRIER 2013  
SALON ANTICOLONIAL  
À LA BELLEVILLE

19/21 RUE BOYER PARIS 20<sup>ÈME</sup>



M<sup>°</sup> MÉNILMONTANT OU GAMBETTA  
BUS 26 ARRÊT PYRÉNÉES MÉNILMONTANT  
ENTRÉE 2 EUROS

STANDS ASSOCIATIFS INTERNATIONAUX, SALON DU LIVRE, CONFÉRENCES,  
DÉBATS, CINÉMA, MUSIQUE, THÉÂTRE,  
CESAR DU COLON DE L'ANNÉE, PRIX DE LA FRANÇAFRIQUE,  
PRIX FRANZ FANON, PRIX DU LIVRE ANTICOLONIAL



de lettres s'envenime à la suite d'une rumeur qui laisse entendre que le Président Senghor a décidé de réduire les bourses des plus pauvres. Les étudiants demandent alors au gouvernement d'abandonner la décision prise au sujet des bourses et devant l'obstination du Chef de l'Etat le syndicat décide la grève générale. Ceci était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Beaucoup de mécontentements agitaient les campus, un, en particulier : le fait que le Chef d'Etat était perçu par tous les Sénégalais comme un valet de l'ex-colonisateur : la France. Il lui était reproché aussi, par exemple, d'employer beaucoup trop de personnel français, les profs dans les facs, les lycées étaient majoritairement des blancs. Et cela leur paraissait insupportable, d'autant plus, que, de l'avis général, les autochtones étaient très capables de remplir les mêmes fonctions, ayant pour la plupart d'entre eux étaient formés par des enseignants "Toubabs".

Le 27 mai, malgré les exhortations des dirigeants pour faire cesser cette agitation, les grévistes ont répondu en installant des piquets de grève. La réponse a été immédiate, mais pas silencieuse, de notre balcon nous apercevions le derrière de la fac, et à minuit la police a déployé un immense cordon d'hommes armés hurlant des ordres et bousculant les jeunes gens jugés dangereux. Nous étions atterrés, surtout lorsque le lendemain matin nous avons vu passer les camions militaires qui prenaient la route du bord de mer : aucun doute n'était plus possible, ils allaient prêter main forte aux forces de l'ordre déjà sur le terrain.

Les jours qui suivirent furent un cauchemar pour toute la population qui apprenant ce qui se passait, à quelques mètres de chez eux, ont commencé à se rassembler et à manifester spontanément, très vite pris en main par les ouvriers qui se sont ralliés aux étudiants, alors que Senghor avait fait un discours le 29 mai essayant de les monter les uns contre les autres, qualifiant les grévistes de « privilégiés » prenant l'étranger comme modèle.

Je crois que le pouvoir a eu très peur, et les militaires ont reçu l'ordre de "tout casser". Et...ils ont obéi à la lettre : tout fut saccagé, les hommes et les femmes (dont plusieurs étaient enceintes) furent assommés à coups de crosses, de matraques ; une des femmes qui a essayé de se défendre a été jetée par la fenêtre de sa chambre. Il y a eu (officiellement) un mort et une centaine de blessés. Tout le matériel fut cassé, ceux qui sont allés sur place diront que les lieux ressemblaient à un siège de guerre.

Le 30, le président a fait venir les paysans prétextant que le palais présidentiel était attaqué par des étran-

Le 30 mai, à 18 heures, l'Union Régionale de l'UNTS (regroupement de plusieurs syndicats) du Cap Vert (région de Dakar), après avoir discuté avec le bureau national de l'UNTS, lance le mot d'ordre de GREVE ILLIMITEE à compter du même jour, minuit. C'est là que le Chef de l'Etat prononce un discours demandant à tous les syndicats de désobéir à l'ordre donné. Le 31 mai des AG sont organisées à la Bourse du Travail afin de voir quelle suite donner au mouvement... Lorsque les ouvriers sont arrivés, le quartier était bouclé. A 10 heures fut donné l'ordre de charger les grévistes, dont beaucoup de dirigeants syndicaux. Certains de ces dirigeants furent déportés. Tous ces actes ne firent qu'accentuer le colère de la population. Le gouvernement a été déstabilisé par l'union qu'il avait, en peu de jours, réussi à mobiliser contre lui et les siens. De plus, des rumeurs ont couru que c'était l'armée française, sur place, qui arrêta la fameuse manifestation des paysans (venus avec leurs coupe-coupe) et qui était soutenu par les travailleurs. Manifestation impressionnante par la détermination qui les animait. Ensemble, ils marchaient vers le Palais Présidentiel... Il y a eu beaucoup de victimes, dont des morts. Désormais, le petit peuple du Sénégal était convaincu que son Chef d'Etat avait employé tous les moyens barbares pour venir à bout du soulèvement que sa mauvaise gouvernance avait provoqué. Pour en venir à bout, des discussions furent menées entre le pouvoir et le principal responsable de l'époque (UNTS) : Doudou Ngom, le jumeau de Séguin en France, en mai 68. Ngom qui « négocia » les conditions de l'étoffement de la grève générale. Ce traite à la cause ouvrière fut nommé ministre, par Léopold lui-même, quelques années plus tard.

gers. Ils sont arrivés, armés de leurs coupe-coupe, dont la lame fait 50 centimètres de long pour une dizaine de cm de large. J'ai vu cette manif et je vous jure que j'ai trouvé inconscient de la part d'un chef d'Etat qui pouvait mettre ainsi l'élite de son pays en danger....Seulement, il faut compter avec le bon sens des paysans qui ont vite compris qu'on les avait "roulés dans la farine"....et ils se sont ralliés aux ouvriers, venus sur place pour leur ouvrir les yeux.....

Ensuite, Léopold a fait appel aux religieux !!! Qui sont venus faire la morale aux "révolutionnaires", les exhortant à revenir à de meilleurs sentiments.

Le 29 mai, le responsable syndical des enseignants du secondaire, le camarade Tonnelier, a fait circuler une pétition, dans laquelle il disait que les professeurs protestaient contre les traitements inhumains infligés aux étudiants de la fac de lettres. Il a demandé à tous les enseignants de la signer.

JP m'a demandé mon avis, je lui ai répondu qu'il savait très bien que je la signerai, et que si, il ne la signait pas, je ne pourrai plus vivre avec lui. Ils ont été 11, à approuver et signer ce papier. 48 heures après nous étions mis dehors du Sénégal..... Une quarantaine de personnes (les femmes et les enfants des signataires) ont pris le premier bateau en partance pour la France.....

Sur le paquebot JP discute avec une jeune femme, qui lui dit : "et votre femme...elle n'a pas dû être ravie de partir....comme ça ?" "ma femme...parlons-en de ma femme....Ma femme...elle m'a dit.....si tu ne si-gnes pas je divorce..."■

## Note de lecture:

### **Ni valise ni cercueil, les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance**

Pierre Daum : *Solin/Actes Sud ; Archives du colonialisme*

Le livre est avant tout un dossier qui traite d'un seul problème : le refrain des Pieds-noirs asséné depuis déjà cinquante ans, une antienne : *la valise ou le cercueil* - avec la conviction militante qu'il sied - est-il vrai ? Eh bien, non !

C'est certainement l'enseignement essentiel que l'on retire de ce document bien ficelé (arguments et témoignages). Mais la première critique qu'on peut lui faire, à mon avis, est qu'il suit la même erreur que les Pieds-noirs : il s'embrouille dans l'Histoire en la constituant et sans en démêler les fils. Il s'enfonce dans un unique événement sans en voir le passé : **130 ans de colonialisme**.

Les commentaires négatifs, moqueurs et redondants à propos des Pieds-rouges (Michel Raptis, en particulier), l'apologie de Boumediene à l'encontre de Ben Bella, marquent, bien entendu, une position politique que, personnellement, je ne partage pas.

L'on ne peut pas aborder cette tragédie de l'Histoire qui est complexe, encore vivante, et bien vivante !, **sans être partisan** ! ; l'on ne peut pas essayer de la comprendre sans mettre toutes les cartes en présence, sans décrire l'environnement historique : le comportement du FLN (surtout par rapport au MNA, aux harkis, puis aux kabyles...) et son nationalisme exacerbé ; les conséquences de la Guerre d'Algérie pour la population française et les appelés....

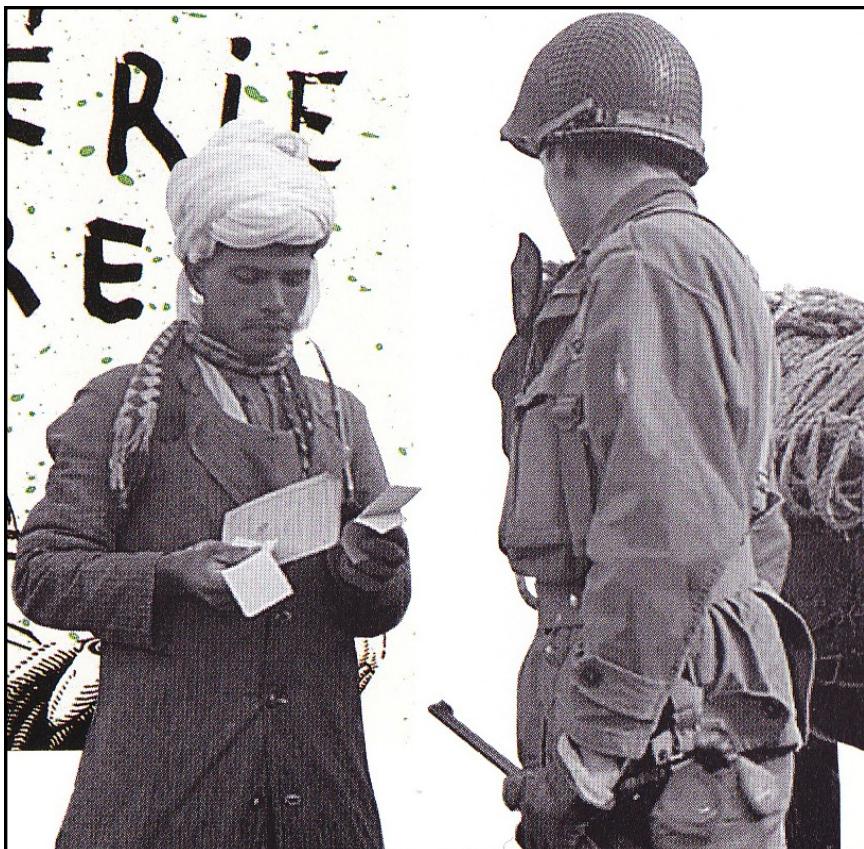
Et d'abord, en premier lieu, le peu d'intérêt de la Gauche française (SFIO et PCF) pour l'indépendance algérienne, sans parler d'une possible révolution. L'on peut même parler d'un *colonialisme de gauche* ! Il est facile de parler de la sympathie envers l'*Algérie française-OAS des petits blancs* de Bab El Oued sans souligner leur abandon politique par la métropole qui les rassurait et les contenait dans leur mentalité *colonialiste* qui, encore plus forte que le racisme, martèle une supériorité ethnique et culturelle continûment :

à ce sujet : un témoignage, (page 349) : *Jules Roy a écrit un jour : « Comme la majorité des Pieds-noirs, j'ai été élevé dans le mépris de l'Arabe, heureusement je m'en suis guéri ». Tout est dit.*

Ce fut un véritable gâchis : les pauvres européens d'Algérie prenant fait et cause pour les colons (*ceux qui faisaient suer le burnous*). Un des plus gros propriétaires (les cigarettes *Bastos*) n'a été expulsé *manu militari* qu'en 1963 ! Alors que des milliers de Pieds-noirs sont partis en juin et juillet 1962 !

Pourquoi : les questions que pose le livre sont diverses : la peur ? Mais une peur liée aux crimes de l'OAS que la plupart avaient soutenus (même sous couvert de concerts de casseroles...) ? Le refus de reconnaître l'égalité avec les Arabes, de race subalterne, *indigènes* (comme les Juifs sous Vichy) ? L'impossibilité de composer avec un régime qui prenait des mesures révolutionnaires (du moins en apparence) et une autogestion socialiste qui se profitait ?

Peut-être que l'identité du *colon* a tout simple-



ment dépassé l'identité sociale du *prolétaire*, cela demeure, encore aujourd'hui, une question d'importance.

Ce fut donc un véritable gâchis dont nous payons toujours les conséquences (et cela se voit bien dans les quinze témoignages du document !) : une communauté de travailleurs en majorité (ne parlons pas des colons !) incapable d'envisager ses véritables intérêts et qui, partant, prive la Révolution algérienne (de 1962 à 1965) de comptables, de médecins, de professeurs, d'infirmiers, d'ingénieurs, et, surtout de toute une communauté qui aurait influencé un Etat en pleine construction : Etat qui tendra rapidement vers le totalitarisme (parti unique, nationalisations à outrance, dépendance vis-à-vis de l'URSS et des *pays frères*....).

Puis la mainmise du religieux et des intégristes islamistes et la guerre civile meurtrière qui s'en suivit après une atroce guerre d'indépendance !

Sans entrer dans les détails des questions posées par livre, **parlons de l'enseignement** : en juin 1963, l'OAS incendie la bibliothèque d'Alger, 600 000 volumes partirent en fumée ; un témoin interrogé nous dit (p 295) : *à Alger (à l'Université) avant l'Indépendance 700 étudiants musulmans inscrits sur un total de 5000. Le chiffre suffit à ridiculiser le discours colonial sur l'apport de la culture et de la civilisation aux peuples colonisés (l'article 4 de la loi du 23 février 2005 : ndlr) ; puis une note de bas de page (p.381) : Le 15 mars 1962 à Alger (El Biar), Max Marchand, chef des centres sociaux éducatifs est assassiné par l'OAS, aux côtés de ses cinq collègues : Marcel Basset, Robert Eymard, Mouloud Feraoun, Ali Ham-*

*moutène et Samlah Ould Aoudin.*

Tous préparant une nouvelle école, un nouvel enseignement, dans un pays où l'arabe fut interdit de 1937 à 1962. **Et Mouloud Feraoun, l'ami d'Albert Camus !**

L'attitude de la communauté des *Européens d'Algérie*, dans leur majorité, demeure une énigme, ne serait-ce que par rapport à leur identité sociale. Elle a trop suivi la dérive de l'OAS « ... *seule une très petite minorité de Français d'Algérie se désolidarisa publiquement de l'organisation criminelle* » (témoignage p 58).

C'est une grande responsabilité qu'une partie des Pieds-noirs, une minorité, perpétue en répétant inlassablement : *la valise ou le cercueil*.

Car, comme le dit très bien le livre :

*...c'est leur argument essentiel : sinon tout s'écroule.*

Et l'intérêt principal de ce livre, sa contribution indispensable à l'Histoire en cours est de démontrer que c'est faux : sur 900 000 européens d'Algérie, 600 000 sont partis et 300 000 sont restés, « ...à partir de septembre 1962, alors qu'il restait quelques 300 000 Juifs et Européens en Algérie » (p 99).

Comme en témoigne Jean Lacouture, correspondant du *Monde* à l'époque, p.70 :

*...L'exode n'a pas été biblique, il n'a pas été global, loin de là. Jamais il n'y a eu de politique de « la valise ou le cercueil ». Mais de tout cela, c'est vrai que je n'ai pas suffisamment parlé. Et je le regrette....■*

Benjamin Sterne

**Solidaires** 30  
Union syndicale

#### A lire :

*Misère de la Kabylie (articles publiés du 5 au 15 juin 1939 dans *Alger Républicain*)*  
in Albert Camus : *Actuelles III, Chronique algérienne, 1938-1958.*

....Et tout est à l'avenant. A Adni, sur 106 élèves qui fréquentent les écoles, 40 seulement mangent à leur faim. Dans le village même, le chômage est général et les distributions très rares. Dans les douars de la commune de Michelet, on compte à peu près 500 chômeurs par douar. Et pour les douars les plus malheureux, les Akbils, les Aït-Yahia, les Abi-Youcef, la proportion est encore plus forte. On compte 4 000 chômeurs valides dans cette commune. A l'école d'Azerou-Kollal, sur 110 élèves, on en compte 35 qui ne font qu'un seul repas par jour. A Maillot, on estime à 4/5 de la population le nombre des indigents. Là, les distributions n'ont lieu que tous les trois mois. Aux Ouadhias, sur 7 500 habitants, on compte 300 miséreux. Dans la région de Sidi-Aïch, 60% des habitants sont indigents. Dans le village d'El-Flay, au-dessus du centre de Sidi-Aïch, on cite et on montre des familles qui restent souvent deux et trois jours sans manger. La plupart des familles de ce village ajoutent au menu quotidien de racines et de galettes, les grains de pin qu'elles peuvent trouver en forêt. Mais cette audace leur rapporte surtout des procès, puisque le code forestier et les gardes forestiers sont impitoyables à cet égard.... ■

# Les stéréotypes du Méridional

La FRANCE UNE et INDIVISIBLE et on ajoute même parfois ETERNELLE, voilà les fondements de l'idéal républicain issus de la révolution. Pourtant ces principes qui supposent que les «citoyens», indifférenciés par nature, soient tous calibrés, égaux en droits et devoirs, sont battus en brèche par la réalité qui est loin de cette uniformité.

La différence est partout et particulièrement dans le clivage de classe entre patrons et ouvriers, possédants et exploités, mais pas seulement. A l'intérieur de l'ensemble français il existe des spécificités. Comment tout cela s'organise et s'arrange avec la nécessaire uniformité de la FRANCE UNE et etc....

C'était le thème d'une conférence organisée par *les Amis du Monde Diplomatique* d'Alès qui avaient demandé à Philippe Martel, historien professeur à l'Université Paul Valéry de Montpellier, spécialiste de la question occitane, président de la FELCO (fédération des enseignants de langue occitane) de nous éclairer sur le sujet.

Philippe Martel appuie son propos sur un nombre impressionnant de textes qui témoignent du regard que porte la France du nord sur celle du sud, comment le français du nord, modèle républicain, regarde-t-il le méridional. Cette perception en dit long, surtout sur celui qui porte le jugement.

## Florilège :

1932 : Ernest Granger (*La France, son visage, son peuple, ses ressources*) : commence par définir racialement le méridional méditerranéen : « *c'est un mélange de Grec, de Latin, d'Arabe, de Ligure* ». doté d'un tempérament spécial : « *vifs, souvent exubérants, prompts à l'enthousiasme, abondants parleurs et naturellement éloquents, aimant la plaisanterie spirituelle, sociables et gais, ils se plaisent aux longs bavardages, aux discussions vibrantes sous les platanes du cours ou aux terrasses des cafés* », plutôt gentil mais on sent poindre l'inefficacité des oisifs cafetiers, discoureurs stériles.

Plus clair : Un sociologue conservateur de la Belle Epoque, Edmond Demolins 1898 « *L'homme du Midi n'est pas porté au travail régulier et intense, à l'initiative individuelle, à l'action privée ; il trouve plus commode de vivre en s'appuyant sur le groupe de la famille, des amis, des voisins, du clan, de l'Etat. Ce régime social développe plutôt le type du frelon que de l'abeille. Il favorise un égoïsme qui se dissimule sous les apparences menteuses de la solidarité. Son plus beau triomphe est d'avoir acclimaté en France cette politique alimentaire qui permet aux intrigants de vivre sur le budget et aux dépens des travailleurs. C'est ainsi que le Midi pousse insensiblement la France dans la voie où sont déjà engagées la Grèce, l'Italie et l'Espagne : c'est la voie de la décadence*

Les témoignages sont nombreux sur l'incapacité du méridional à faire preuve de sérieux et à travailler « *régulièrement et intensément* ». Mais là ce qui apparaît c'est l'idée assez actuelle du profiteur qui détourne les aides à son avantage, c'est la caractéristique des latins, politiciens habiles, intrigants et beaux parleurs. Loin du sérieux des laborieux du nord la vrai France.

En 1906 un journaliste de la Somme lié au lobby des betteraviers, Dessaint, (*Nord et Midi*) écrit ceci : « *Au sud de la Loire, ceux qui ont prédominé appartenaient à des races d'un type social inférieur : des Latins, amalgamés à des Grecs et à des Levantins, qui ont importé les défauts de l'Orient (...) La générosité d'un climat trop doux et trop clément prédispose le Méridional à l'indolence. Il a beaucoup de peine à se défendre du lazzaronisme (...) Le Midi veut s'emparer du cerveau de nos*



*Tartarin de Tarascon et ses tartarinades qui n'ont pas du tout fait rire les tarasconnais !*

*enfants pour en faire un cerveau d'asservis, chasser de leur intelligence la fière pensée germanine et les transformer en un troupeau d'électeurs passifs et soumis (...) Dans la grande famille française, le Nord remplit le rôle du fils laborieux qui peine, produit, économise. Le Midi est le noceur et le dissipateur. (...) Trop souvent les fonctionnaires constituent chez nous l'armée d'occupation du Midi".*

Louis Ferdinand Céline développe avec outrance et avec la couleur haineuse qui lui est habituelle ce point de vue : « *La France n'est latine que par hasard, par raccroc, par défaites, en réalité elle est celte, germanique pour les trois quarts. Le latinisme plaît beaucoup aux Méridionaux francs-maçons. Le latinisme, c'est tout près de la Grèce. La Grèce, c'est déjà de l'Orient. L'Orient, c'est tout près de la Loge ; La Loge c'est déjà du Juif. Le Juif, c'est déjà du nègre. Ainsi soit-il . La bougnoulisation du Blanc par persuasion latine, par promiscuité maçonnique. La France est aryenne, pas du tout juive, pas du tout nègre. La partie solide de la France, l'anti discoureuse, a toujours été la partie celte et germanique ; la partie qui se fait tuer, la partie qui produit, la partie qui travaille, la partie qui paie est celte et germanique. Dix départements du Nord paient autant d'impôts que tout le reste de la France. La partie non-celtique en France cause et pontifie. Elle donne au pays ses Ministres, ses Vénérables, ses Congressistes hypersonores. C'est la partie vinasseuse de la République, la Méridionale, profiteuse, resquilleuse, politique, éloquente, creuse. »*

Même si cette perception du méridional s'est largement estompée il n'en reste pas moins que l'arché-type du méridional pas sérieux, galéjour, buveur de pastis, amateur de pétanque, bavard, et plutôt fainéant continue à nous coller et il est même utilisé comme support par les agences touristiques : *Dans ce monde de fourmis, il y a encore un pays qui défend les cigales*, sous-titre "fiesta, siesta, sardinade, et pégoulades : le droit à l'insouciance", le Monde 1996 payé par le centre départemental de tourisme des Bouches du Rhône (pour parler de la Provence il faut bien évidemment passer par les spécialistes parisiens !)

Si le discours par rapport à l'image du méridional s'est estompé c'est qu'en partie le sud, l'occitanie, est intégré à l'espace français. L'homme du sud n'est plus l'étranger qu'on doit stigmatiser pour renforcer sa propre image de citoyen sérieux et assidu. On a d'ailleurs actuellement d'autres populations qui remplissent cette fonction et servent de faire valoir pour notre identité tricolore.

En conclusion P. Martel relève « cette impossibilité pathétique » pour l'idéologie française d'aboutir à une « *homogénéité parfaite du corps social, une France Une et Indivisible faite d'Individus-Citoyens Libres et Égaux vivant dans l'harmonie, et parlant tous pareil en attendant de penser de même* » — il faut attendre 1951 pour que la langue occitane soit enseignée (petitement) à l'école publique.

Cette négation de toute différence, ce refus de prendre en compte les spécificités et les pluralités de notre République il les fait remonter au tout début de la constitution de la nation républicaine. Il rappelle que pour être conforme à l'idéal républicain et se référant à l'abolition des priviléges, la révolution rompt avec tout ce que l'ancien régime portait comme structures collectives ( guildes, corporations, compagnonnages...) et du coup c'est la loi Le Chapelier qui au nom de la liberté de chacun règle les rapports patron/ouvrier dans une relation terme à terme : le patron face à l'ouvrier, et interdit les syndicats pendant près d'un siècle.

Au nom de la liberté et des droits fondamentaux de l'Homme et du Citoyen (au singulier) il faut attendre jusqu'en 1884 pour que les syndicats ouvriers soient autorisés.■

## L'ora

Batejan los enfants que sabon pas parlar  
Extremoncian los vièlhs qu'an pas sa conoissença  
E fan votar los morts  
E dison als Occitans :  
« Podetz pas far mesprètz  
De tant de sègles viscuts ensemble  
Coma lo verme dins la frucha  
lo capital e lo trabalh  
lo cabucèl e sa nevròsi  
Aven una istòria comuna «  
E los mòrts de dire  
« Si fèct qu'erem plan contents  
De viure jos la França  
E de morir per ela  
Marignan, Dien-Bien-Phu, Verdun,  
Les Dardanelles, Alger, Béziers,  
Carcassonne, Muret, Minerve et  
Montségur..... »

**Joan Larzac**

# Cuisine radicale

*Recette de Guy Debord*

## Potage enragé

**Ingédients** : 1kg de tomates, céleri, bouquet garni, ail, cerfeuil, sel, poivre, 4 piments de Cayenne ; crème fraîche, 8 pavés de pain frottés d'ail revenus au beurre.

Faire revenir les tomates coupées en dés dans l'huile.

Assaisonner (sel, poivre, piment, ail).

Laisser diminuer.

Lorsque les tomates sont cuites, étendre avec  $\frac{3}{4}$  de litre d'eau.

Incorporer le bouquet garni.

Laisser mijoter vingt minutes.

Servir sur les pavés croustillants en ajoutant la crème fraîche

*Recettes Roland Topor*

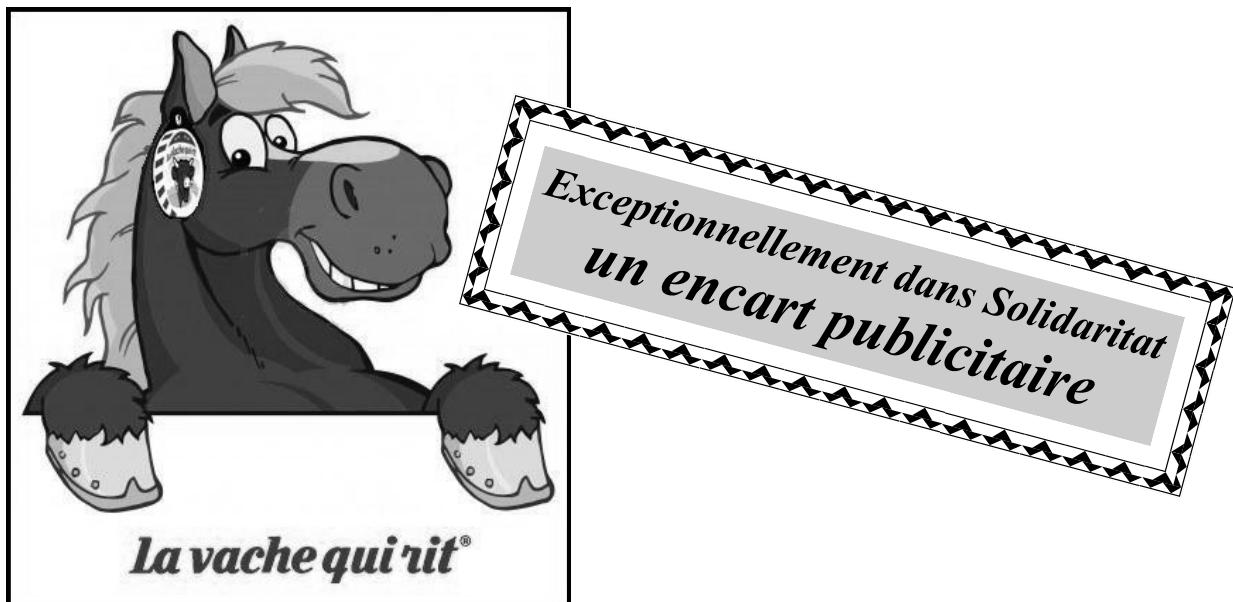
## MAMAN AUX ROSES BLANCHES

Embrassez maman sur les deux joues puis coupez-la en deux : jetez dessus de l'eau bouillante ; ôtez la tête qui sourit avec bonté - elle vous couperait l'appétit -, la colonne vertébrale et tous les os qui peuvent être ôtés. Préparez les pommes de terre cuites à l'eau que vous couperez en ronds et que vous mettrez en salade. Mélangez les petits bouts de maman à la salade, et arrosez d'huile d'olive avant de servir. Vous n'oublierez pas de glisser quelques roses blanches sous le plat : elles protégeront la nappe, et puis maman les aimait tant.

## HOMME GROS SEL

L'homme une fois cuit dans la marmite, après avoir été débarrassé des liens qui le retenaient, doit être posé sur un plat et entouré de quelques branches de persil ou de légumes ayant servi à la cuisson. On le saupoudre au dernier moment de gros sel de cuisine, qui relève sa saveur de plaisante façon.

*"Rappelez-vous que le pompier mort n'aime pas l'eau".*



Contact :  
**Solidaires 30**

6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes  
Tél/Fax : 04.66.36.86.70 - Mail : [solidaires.gard@laposte.net](mailto:solidaires.gard@laposte.net)